



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

« Faire de la publicité, c'est agiter un bâton dans l'auge à cochons. »

George Orwell

ISSN 0026-9433

N° 1696

du 7 au 13 février 2013

La fabrique des pauvres

Pas près de fermer!

● Peugeot, Virgin,
de mal en pis

page 3

● Flatulences de
l'industrie normande

page 5

● Lutte des classes
en Afrique du sud

page 15



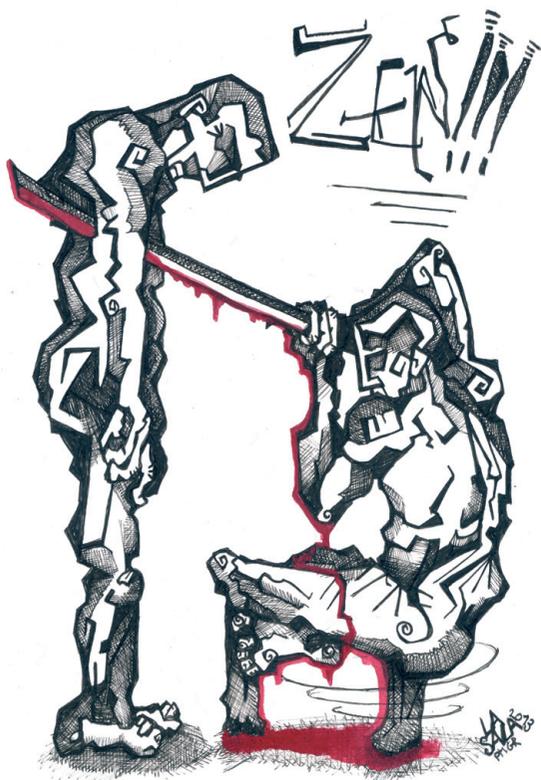
M 02137 - 1696 - F: 2,50 €



TOUJOURS INDIGNÉS

PAGE 11

Sommaire



Actualité

- Des nouvelles des Peugeot et des Virgin**, par G. Goutte, page 3
Miasmes polluants à gogo, par J.-P. Levaray, page 5
Une froide météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Encore de l'indignation, par R. Pino, page 11

Arguments

- Retour sur 1962**, par M. Topé, page 7
La Chronique néphrétique de Rodkol, page 8
Les vrais visages de l'impôt, par L. Delille, page 9
Où y'a du zen, y'a pas forcément de plaisir, par N. Potkine, page 14

International

- Encore de l'indignation**, par R. Pino, page 11
On roule les paysans grévistes au Cap, par S. Hatting, page 15

Expressions

- Père et fils**, par F. Gomez, page 19
Un pied-noir écartelé, par T. Guilabert, page 20
L'énigme Cipriano Mera, par T. Ibañez, page 21

Mouvement

- Communiqué, Radio libertaire**, page 22
L'agenda anar, page 23

Illustrations

- Aurelio, Kalem, Krokaga, La Sala, Nemo.**

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires - c/o Maison des passages, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



RAS-LE-BOL des aveux de sportifs camés en redescende, des soldes, de Frigide Barjot, du mariage gay, de Florence Cassez, des aventures aquatiques de Gabard, ras-le-bol de tous les titatas, amuse-sots et autres enfumages dont nous gavent les chiens de garde de la paix sociale. Sûr, ça fait pleurer Margot et ça coûte moins cher que de tenir les promesses électorales de lutte contre le chômage et les banques. Pourtant, pas une semaine sans que des milliers de gens se retrouvent à la rue, au RSA ou au chômage parce que des entrepreneurs, bien à l'abri derrière la crise, licencient, délocalisent, se déclarent en faillite, au grand bonheur des actionnaires et d'un CAC 40 en surpoids. Florange, Sanofi, Presstalis, PSA, Virgin, Renault, Goodyear Amiens-Nord plus récemment. On dégraisse, on ferme. Bientôt 15 % et pourquoi pas 20 % de chômeurs, malgré les finasseries des comptages officiels... La presse tiédasse, au mieux compte les points sans s'émouvoir d'un poil, au pire dénonce les rares réactions des malheureux salariés dans la panade. Ainsi *Le Monde*, jadis vertueux fleuron du journalisme prétendu objectif, titre sans mollir : « Violences, menaces, PSA Aulnay sous tension », comme si les auteurs des menaces, les coupables du conflit étaient les grévistes et la CGT. Et Pujadas sur France2 d'atermoyer sur les jaunes d'Aulnay qui flipent devant les piquets de grève. Et Europe 1 de ratiociner sur les « pressions » des grévistes. Et *France inter* de dérouler le tapis rouge à Frédéric Saint-Geours, directeur de PSA à la langue de bois bien pendue. Le même *France Inter*, pendant une émission matinale et branchée, tend son micro à quelques invités du gratin médiatique. Sans blêmir, les prétendus « experts » tombent sentencieusement d'accord : après *Le Monde*, *Le Parisien*, c'est maintenant BFM TV qui constitue la muse inspiratrice des 20 heures de la télé-louille. Au secours ! Face à ces milliardaires professionnels de la désinformation, ce sont des dizaines de milliers de vies brisées dans une indifférence à peine polie. On cache, on banalise le cycle répugnant : chômage suite à l'austérité – suite à la crise – suite aux exactions des banques – suite... au capitalisme bien ordonné. Quelques vieux ordinateurs cassés, quelques jets d'œufs et de tomates sur des cadres suppléants à PSA... Ce serait un crime de défendre sa vie bec et ongles, de lutter avec colère pour ne pas crever. Cauchemar. Dans ce climat de félonie, de distorsion délibérée de la réalité, plus que jamais la solidarité avec les cohortes de licenciés, de délocalisés, de déclassés, demeure une priorité politique, sociale, éditoriale et militante. L'équipe de rédaction du *Monde libertaire* s'y emploie.

PSA, Virgin

La fraternité ouvrière face aux patrons, aux jaunes et à l'État

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



PSA : de demi-victoires en demi-victoires

Lundi 28 janvier, après dix jours de lock-out, et malgré la présence de dizaines de vigiles et de briseurs de grève venus d'autres sites (plus de 200 cadres), les ouvriers grévistes de l'usine PSA d'Aulnay ont réoccupé leur lieu de travail et stoppé la quasi-totalité de la production. De quoi donner des boutons à la direction et aux syndicats jaunes (SIA et FO en tête) qui, pour désamorcer le mouvement social en cours, ont désormais recours à la sûreté départementale de Bobigny : cinq militants ont en effet été convoqués et quatre d'entre eux ont été mis à pied avec licenciement potentiel à la clé... Des pratiques

cyniques qui ne parviennent toutefois pas à affaiblir la grève. D'autant que, mardi 29 janvier, la cour d'appel de Paris a ordonné la « suspension de la restructuration » engagée à PSA (restructuration qui, rappelons-le, repose sur la suppression de 8 000 postes). Les raisons ? À Faurecia, la direction n'aurait pas informé les institutions représentatives du personnel du contenu du plan social, obligation pourtant inscrite noir sur blanc dans le Code du travail. Car Faurecia, équipementier et fournisseur de l'industrie automobile, est à 57 % une filiale de PSA et sera donc inévitablement touché par l'implacable plan de restructuration voulu par la direction Peugeot. À ce sujet,

Thérèse Le Cocq, de la CGT Faurecia, déclare : « Depuis des mois, les avocats de PSA et Faurecia n'arrêtaient pas de dire qu'il n'y avait pas de lien entre les deux entités. Cette décision de justice est bien la preuve du contraire. » À Aulnay, si la nouvelle a été accueillie avec joie, la réserve a cependant vite repris le dessus, et pour cause : cette première victoire en demi-teinte ne remet pas en cause la fermeture du site dionysien prévue pour 2014. Même si Jean-Pierre Mercier, de la CGT, pense désormais que les travailleurs ont « de quoi obliger la direction à repartir sur de vraies négociations, sur la base des revendications des salariés », il n'empêche que la suspension du plan de restructuration ne repose que sur un vice de forme et que le plan social en tant que tel, s'il prend un peu de retard, n'est pas contesté par la justice. Les salariés de l'usine ont bien conscience de cette demi-victoire et comptent utiliser le temps gagné pour consolider leur combat.

Virgin : mobilisation contre la liquidation

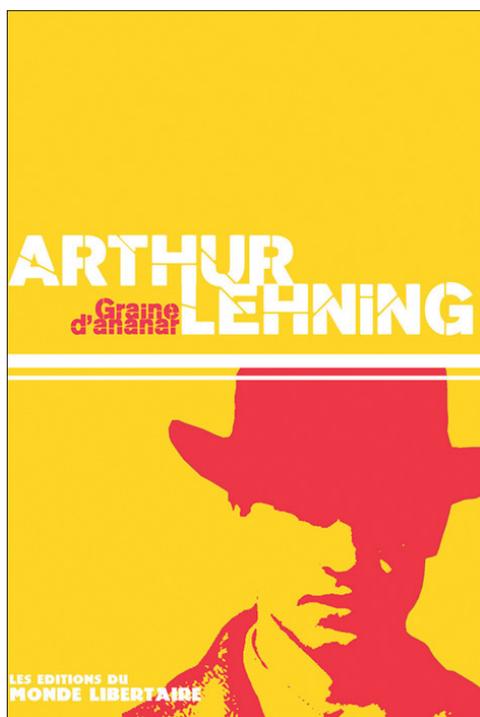
Mercredi 9 janvier, la célèbre chaîne de biens culturels déposait le bilan et, le lundi suivant, le tribunal de commerce de Paris la plaçait en redressement judiciaire, avec une période d'observation de quatre mois avant de décréter une éventuelle liquidation. Depuis, la crainte d'un plan de « sauvegarde » de l'emploi plane au-dessus des salariés de l'enseigne qui n'ont pas attendu pour se mobiliser afin d'obliger la direction à chercher un repreneur et l'État socialiste à intervenir pour sauver leurs emplois. Mardi 29 janvier, des salariés venus d'Avignon, Bayonne, Dunkerque, Marseille, Lyon, Nice, Plan-de-Campagne, Rennes, Montpellier et Rouen ont ainsi rejoint ceux d'Île-de-France pour une manifestation monstre (environ 500 personnes) dans les rues de Paris, « la plus grosse de toute l'histoire de

Virgin » à en croire la CGT. Répondant à une fraternité ouvrière qu'on aurait pu croire oubliée en ces temps postmodernes, des travailleurs de PSA, de Sanofi et de Candia se sont également joints au cortège. Après un petit défilé sur le pavé parisien, une délégation a été reçue par Butler qui, au bout de deux heures, s'est engagé à « garantir aux salariés des dispositions plus favorables que celles de la convention collective ». Une promesse qui n'engage à rien, d'autant que le grand patron – qui n'en est pas à son premier échec en matière d'entrepreneuriat – n'a rien chiffré. Les salariés restent donc mobilisés et continuent à entretenir et à tisser des liens avec les autres travailleurs d'entreprises sujettes, elles aussi, à des plans sociaux.

En route vers l'unité ?

PSA et Virgin ne sont que deux boîtes en lutte parmi beaucoup d'autres dans le monde du travail. La crise, qui ne cesse d'avoir bon dos pour le patronat, n'en finit plus de justifier les licenciements et la casse du droit du travail. Mais, bien que le chômage et la précarité se généralisent, le gouvernement, si revendicatif il y a quelques mois en pleine campagne électorale et quand il n'était encore que candidat, ne fait rien d'autre que se tourner les pouces. Et que dire des directions des grandes centrales syndicales qui se bornent à cultiver le refus de l'unité, qui s'engluent dans des querelles de pouvoir internes, quand, pour certaines d'entre elles (CFDT, CGC, etc.), elles ne servent pas la soupe à l'État prétendu socialiste ? Heureusement, de tout ce merdier émergent quelques espoirs, notamment celui de voir resurgir du cœur des luttes une solidarité interprofessionnelle dont les pontes syndicaux devraient s'inspirer pour, à défaut de dégager, redonner le ton d'un mouvement social combatif et uni.

G. G.



Vient de paraître aux éditions du Monde libertaire, dans la collection « Graine d'ananas », Arthur Lehning (72 pages). En vente à la librairie du Monde libertaire, 5 euros.

Arthur Lehning (1899-2000) est un de ces personnages un peu oubliés aujourd'hui mais importants du mouvement anarchiste du xx^e siècle. On le trouve aux Pays-Bas, en Allemagne, en Espagne, en France... Il est anarcho-sindicaliste, mais aussi historien. Il fonde la revue d'art abstrait *i10*, il rassemble les œuvres complètes de Bakounine pour les éditer... Lui même fut l'auteur de nombre d'articles, livres, brochures... On y trouvera, outre un texte d'hommage, un entretien inédit qui fera mieux connaître cette grande figure que fut Arthur Lehning.

CQFD en danger grave

CQFD, l'indispensable publication unique en son genre dans sa critique des médias, des va-t-en guerre et des connivences de salon est sur le point de disparaître : il lui faut trouver très vite 5 000 euros. Bien sûr, toutes les aides en ce sens sont les bienvenues, mais il s'agit aussi et surtout de relayer cette triste info et de susciter des réactions en sa faveur. Les personnes intéressées peuvent rejoindre l'équipe de rédaction de *CQFD* à leur numéro direct : 06 19 42 37 25. Bonne lutte et longue vie à *CQFD*.

La rédaction

Ça pue à Rouen !

La ville est régulièrement empoisonnée par son industrie chimique et pétrolière.

IL Y A QUELQUES MOIS, un camion-citerne transportant du carburant a eu un accident sur le pont Mathilde de Rouen et s'est enflammé. Cet événement a entraîné la destruction partielle du pont et les travaux de réparation vont durer près de deux ans. Ce pont permettait à plus de 60 000 véhicules d'éviter, chaque jour, la ville. Vous imaginez le bordel désormais ? Le quotidien dans la région s'est donc compliqué, d'autant que la municipalité refuse toujours la gratuité des transports publics, même en cette période de bouchons et de détournements de circulation.

Rouen est connu pour son climat pluvieux et pour son taux de pollution élevé. Faut dire que l'industrie y est encore bien implantée et compte 71 sites à risques. Même si les friches industrielles s'agrandissent et les plans de suppression d'emplois se multiplient.

Donc, ce lundi 21 janvier, a eu lieu un nouvel incident industriel¹ sur l'agglomération rouennaise. Une réaction chimique suivie d'une fuite de gaz dans l'usine Lubrizol qui a entraîné des dégagements d'odeurs perceptibles jusqu'en région parisienne et même en Grande Bretagne.

Le gaz incriminé, le mercaptan (pour les chimistes du «méthanthiol» formule CH₃-SH), est un adjuvant qu'on mélange au gaz naturel pour, justement, détecter les fuites éventuelles. Ce gaz est présenté comme inoffensif². Sauf que, lors de cette fuite, les urgences des hôpitaux ont dû soigner des vomissements, nausées, saignements de nez et problèmes respiratoires chez les personnes fragiles et asthmatiques.

Et si les écoles n'ont bizarrement pas été évacuées, le match de foot Rouen-OM qui devait se jouer le mardi a été reporté.

Il a fallu plus de quatre jours pour que la fuite soit en grande partie étanchée et que le produit incriminé soit envoyé dans une entreprise de retraitement.

L'usine Lubrizol est une usine qui ne fait pas parler d'elle outre mesure, mais c'est quand même la troisième fuite de grande ampleur dans cette usine depuis 1975.

Implantée à Rouen depuis 1954, elle fait partie du groupe américain Berkshire Hathaway, empire du milliardaire américain Warren Buffet. Il y a trois sites de production Lubrizol en France, basés à Rouen, au Havre et à Mournex, qui fournissent des additifs pour les huiles pour moteurs et pour l'essence et le carburant. Cette usine est tellement fermée sur elle-même, avec une forte «culture d'entreprise», qu'il n'y a pas de syndicat et qu'on n'a jamais vu de salariés de cette boîte – ils sont environ 500 – lors des manifs, même pour les retraites. Pire même, les quelques salariés qui se sont essayés à créer un syndicat ont été virés.

On sait que ce ne sont pas toujours les syndicats qui donnent les infos lors de problèmes de pollution, de peur que ça fasse fermer la boîte, mais cette fois c'est encore pire. Seuls la préfecture, le ministère de l'Écologie et la direction de l'usine ont distillé des infos d'apaisement, sans qu'il y ait eu d'analyses et de mesures prises. Les seules informations sur le taux de mercaptan échappé sont venues de la direction de l'usine, sans qu'elles puissent être vérifiées. On ne sait toujours pas si des salariés ont été touchés et gazés. Enfin, le directeur a parlé de négligences et de fautes humaines sans qu'on sache les tenants et aboutissants et, là aussi, pas de trace du CHSCT.

Il n'y a pas eu d'alerte, de sirènes d'actionnées (alors que c'est obligatoire et inscrit dans les plan d'organisation interne en cas d'incident), de consignes de confinement envoyées à la population par le biais des radios locales. Rien. Presque comme si tout cela était normal.

La direction se targue d'être une entreprise certifiée «qualité, environnement et santé/sécurité et s'engage avec Lubrizol à suivre "la charte mondiale Responsable Care" pour assurer et améliorer en permanence la sécurité de son environnement, des hommes et de ses installations» (sic). Mais on voit que ça ne change rien et que ce ne sont que des paperasses qui n'empêchent pas les catastrophes. Parce que le travail dans l'industrie



chimique ce sont le sous-effectif chronique, la polyvalence accrue, des effectifs réduits et un recours à la sous-traitance.

On pourra faire tous les plans de prévention des risques technologiques et autres, on ne pourra que constater l'extrême fragilité des sites industriels en zone urbaine, où un accident peut survenir à tout moment, d'autant que les ateliers sont vieillissants, les mesures prises pour assurer la sécurité des personnes sont toujours faites à minima. Les industriels font juste ce qu'ils veulent. La catastrophe d'AZF n'a pas changé leurs pratiques, même si des lois inappliquées ont été votées depuis. Cette fois, l'usine incriminée (classée à risque Seveso 2) est située aux bornes de Rouen, près de zones d'habitation, à 500 mètres d'un groupe scolaire et tout près du futur «éco-quartier» (re-sic) où il est prévu de loger 10 000 personnes.

La direction de Lubrizol a également prévu d'agrandir son périmètre rouennais au détriment de l'usine du Havre, gageons que les enjeux économiques passeront avant la qualité de vie et la santé des habitants.

Le fait que Lubrizol est une usine refermée sur elle-même (sauf quand elle lâche ses gaz) entraîne que les habitants de l'agglomération verraient avec moins de difficultés la fermeture de cette usine, plutôt que celle de Pétroplus, la raffinerie qui survit depuis un an et qui fait quand même partie de l'histoire sociale de la région, bien qu'encore plus dangereuse potentiellement.

Jean-Pierre Levaray

1. Dans le jargon industriel, on parle d'incident lorsqu'il n'y a pas de blessé, d'accident lorsqu'il y en a au moins un, et de catastrophe lorsqu'il y a un ou plusieurs morts.

2. Deux agents SNCF sont morts après inhalation de ce gaz, il y a près de vingt ans.

Brèves de combat

Panique à Alexandrie

Durant une séance de jugement au tribunal d'Alexandrie de policiers inculpés du meurtre des manifestants lors des affrontements de janvier 2011, les forces de police chargées de surveiller le tribunal se sont mises à provoquer les familles des victimes et des militants venus les soutenir pacifiquement. Après les provocations, les forces de police ont lancé une violente charge contre la foule, rapidement devenue une course-poursuite contre toute personne se trouvant dans les parages, avec tabassages et arrestations en masse. Trente et une personnes ont été interpellées et transférées à la tristement célèbre prison Elgharbanyat dans la région de la ville Borg El Arab (45 kilomètres au sud d'Alexandrie) sans permettre aux inculpés de contacter leurs proches et leurs avocats. Quatre camarades anarchistes font partie du lot.

Brisons l'isolement !

Cent trente réfugiés du camp de Choucha, près de la frontière entre la Tunisie et la Libye, ont fait entendre durant plusieurs jours leur ras-le-bol à Tunis. Ils ont été contraints de vivre deux ans dans le désert, pendant que le HCR traitait leurs dossiers avec négligence, et finalement rejetait leur demande d'asile. Depuis octobre 2012, l'accès à la nourriture et aux soins médicaux leur est refusé. Les manifestants font des démarches pour briser leur isolement et sortir de l'impasse dans laquelle ils sont.

Météo syndicale



AU DÉBUT DU SIÈCLE DERNIER, dans les rangs du syndicalisme français (la toute jeune CGT, les Bourses du travail) s'affrontaient, verbalement, partisans du syndicalisme révolutionnaire contre adeptes du socialisme politique¹. Ces derniers étaient alors, tout le monde l'admet, faibles et divisés. La révolution russe vint, en 1917, consolider les idées de Lénine qui voulait assujettir le monde du travail à une avant-garde organisée dans un parti politique.

En voilà une découverte : ce n'est pas aux lectrices et lecteurs du *Monde libertaire* que l'on va apprendre tout ça... Mais on oublie souvent que pour celui qu'on appelle bêtement « l'homme de la rue »², le syndicat n'a, au mieux, qu'un rôle défensif (en aucun cas porteur d'une nouvelle société!), donc celles et ceux qui tranchent, qui décident, sont dans les partis politiques...

La dernière mésaventure de Goodyear à Amiens est un exemple d'école. Cinq années de lutte avaient empêché la fermeture de l'usine, mais depuis deux ans la voie juridique avait été préférée à la pure action syndicale. Ajoutez à cela les joutes électorales autour de la présidentielle et vous aurez découvert sans efforts le sempiternel miroir aux alouettes³. Patatras, bien trop à l'avance *Le Courrier picard*

s'était permis d'annoncer : « Goodyear proche de l'épilogue. » Pour sortir de la nasse il faudrait une lutte syndicale interprofessionnelle incluant la population d'Amiens et des environs. Mais organiser la résistance, la riposte au niveau d'une Union locale n'est pas, à l'heure actuelle, dans la stratégie de la CGT française.

Quant au fédéralisme dans le mouvement syndical, il est encore à reconstruire.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí

1. Est-il besoin de préciser que le terme « anarcho-syndicaliste » n'arriva que bien après, dans les années 1920.

2. S'il faut faire cultivé on peut dire (en latin) *vulgum pecus*, c'est-à-dire : les ignorants, la masse, le commun des mortels...

3. En 2011, François Hollande était venu « en voisin » sur le parking de l'usine... Il avait évoqué, sans le nommer, les diverses promesses de Nicolas Sarkozy, mais comme lui, il sait promettre que demain on rase gratis ! Jospin avait déclaré, lui, que l'État ne pouvait pas tout, certes... mais bloquer juridiquement des licenciements, si.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



1962

France, Algérie, Allemagne

SI 2012 A MARQUÉ le cinquantenaire de la fin de la guerre d'Algérie, qui a généré en France plus de polémiques que de réjouissances, 2013 débute avec la commémoration de la signature du traité d'amitié franco-allemand de l'Élysée le 22 janvier 1963. Pourquoi lier ces deux événements ?

En premier lieu, un rappel chronologique s'impose. La signature du traité a été précédée par deux voyages officiels à forte charge symbolique en 1962 : celui d'Adenauer en France, le premier pour un chancelier allemand depuis la fin du conflit mondial, du 2 au 8 juillet et celui de de Gaulle en septembre en Allemagne. Le voyage du chancelier allemand se déroule donc au moment même où l'Algérie accède officiellement à l'indépendance dans des conditions fort difficiles pour ne pas écrire chaotiques : luttes intestines pour le pouvoir, exode d'une grande partie des pieds-noirs, exactions meurtrières (les harkis et le 5 juillet à Oran).

Pour de Gaulle, il est clair qu'il s'agit de clore la période coloniale en se libérant notamment du poids de la guerre d'Algérie : il a déjà tourné la page et sa tête est ailleurs. En termes de calcul de puissance très XIX^e siècle, les colonies représentaient l'attribut d'un grand État : la Grande-Bretagne et la France régnaient sur le monde. Dans cette deuxième partie du XX^e siècle, les colonies n'apparaissent plus que comme une charge qui obère à la fois les relations internationales et le budget des anciennes métropoles. La question algérienne a isolé la France et, en même temps, a grevé ses finances publiques. Sans compter qu'avant l'Algérie il y a eu l'Indochine, soit une période de guerre débutée avec la fin du conflit mondial : symboliquement, les guerres de décolonisation débutent le 8 mai à Sétif et Guelma... Or, depuis Versailles, l'Allemagne a été heureusement libérée de ses colonies et, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la capitulation proscrit toutes velléités de réarmement. Par ailleurs, le traumatisme du nazisme a guéri l'Allemagne de toute prétention à jouer le rôle d'une grande puissance militaire : ce qui explique le peu d'empressement du gouvernement allemand à s'impliquer au Mali par exemple. Depuis 1945, ses dirigeants se consacrent donc à la reconstruction et concentrent exclusivement leurs efforts sur l'économie. Conséquence, lorsqu'on compare la part des budgets consacrée à la guerre,

le différentiel joue énormément en faveur de l'Allemagne et quand on évoque le miracle allemand (ou japonais du reste!), on omet trop souvent d'évoquer cet aspect des choses notamment pour ne pas chagriner nos porteurs de sabre. L'Allemagne se contente de fabriquer des armes et de les vendre (par exemple, à la Grèce qui est un excellent client : cet aspect de la « crise » grecque est généralement occulté!).

Deuxième point, la France et l'Allemagne signent un traité d'amitié dès 1962 soit dix-sept ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et quarante-quatre ans après la fin de la première. Et cela malgré les millions de morts, les destructions, l'occupation et la terreur nazie dont le souvenir est encore vif dans la population française. La visite du général est ponctuée par plusieurs discours. Il en prononce même certains en allemand dont le célèbre discours devant la jeunesse au château de Ludwigsburg le 9 septembre : « Je vous félicite, ensuite, d'être de jeunes Allemands, c'est-à-dire les enfants d'un grand peuple. Oui ! D'un grand peuple ! » Il fallait oser ! Et en même temps et rétrospectivement, seul le général de Gaulle pouvait se permettre de tenir un tel discours car il avait réussi à incarner « la résistance du peuple français à l'occupation allemande » en créant le mythe résistancialiste qui permettait notamment d'escamoter la dimension guerre civile du conflit mondial ; après tout, des Français appartenant à la division Charlemagne ont défendu le bunker de Hitler et des Allemands ont combattu dans les rangs de la Résistance en France...

Cinquante ans après la fin de la guerre d'Algérie, nous sommes bien loin de la signature d'un traité franco-algérien. La visite de Hollande à Alger a été relativement discrète. Il est bien évidemment inimaginable qu'un président français s'exprime en arabe. Bien qu'une partie de son discours ait été rédigée par Benjamin Stora dans son esprit constructif de réconciliation, ses avancées ont peu été relayées par la presse audiovisuelle ou même écrite, voire même escamotées comme si elles continuaient de déranger. Pourtant, le bilan de la guerre d'Algérie pour la France n'est en rien comparable avec celui des conflits avec l'Allemagne : 30 000 morts, soit moins de la moitié des morts sur la route pendant la même période... Reste donc à tenter une explication qui ne saurait être simple.



Sétif, 1945

En France, de nombreuses communautés entretiennent avec l'Algérie des mémoires diverses voire antagonistes et conflictuelles qui sont elles-mêmes le produit de cette terrible guerre civile : les anciens appelés, les militaires de carrière, les pieds-noirs, les Algériens... Suite à l'indépendance, le nombre des Algériens en France a, paradoxalement, fortement augmenté et leurs enfants sont devenus Français en vertu du droit du sol. Comme il s'agit de faire vivre tous ces groupes sociaux ensemble sans générer des conflits, le mieux est ne pas en parler, d'où la couverture discrète, en France, du voyage de Hollande à Alger.

Dans la relation franco-allemande, la France pouvait se présenter comme la victime et la démarche du général de Gaulle pouvait apparaître comme une démarche de pardon dans un désir d'aller de l'avant, d'où l'importance du discours à la jeunesse allemande qui n'était, par définition, pas coupable mais porteuse d'avenir. Sans se défaire, une symétrie des situations (le bilan du conflit pour les Algériens est considérablement plus lourd que pour la France sans revenir sur les 132 ans de colonisation!) impliquerait que la démarche soit effectuée par un haut responsable algérien ayant joué un rôle majeur dans la libération de son pays. Il n'en reste plus beaucoup en vie. Mohamed Boudiaf, qui possédait assurément la stature, a été malheureusement assassiné par ceux qu'il dérangeait. Or ces derniers gèrent, à leur profit, la double rente algérienne : une rente mémorielle qui autorise ensuite la captation de la rente pétrolière. Par conséquent, ils n'ont aucun intérêt à une réelle réconciliation avec la France dans la mesure où la lutte anticoloniale constitue leur seule et unique source de légitimité. En France et au-delà des alternances politiques, les responsables politiques s'accrochent bien de cette situation : les prévaricateurs algériens sont de bons clients pour nos produits et le surplus de leurs détournements alimente les banques occidentales... Sans négliger le fait qu'un pouvoir fort constitue un rempart rassurant contre les désordres de tous ordres !

Cinquante ans après la fin de la guerre, la paix n'est malheureusement pas encore à l'ordre du jour des agendas des politiques...

Mato-Topé

Qui pue le plus ?

Accompagnés d'une volontaire de l'association Agir tous pour la dignité – ATD-Quart Monde –, deux adultes et leur enfant âgé de 12 ans se trouvaient au musée d'Orsay, dans une salle consacrée à Van Gogh. Des gardiens du musée les ont priés de sortir, «leur odeur incommode les autres», selon la bénévoles de l'association. Ils n'ont pas obtempéré et ont continué la visite dans d'autres salles moins peuplées. Quatre gardiens les ont rejoints et les ont encadrés et accompagnés jusqu'à la sortie. Il n'y a pas eu d'esclandre, toujours selon cette bénévoles, «qui n'a pas eu envie d'en rajouter dans l'humiliation de cette famille». Selon que vous serez puissant ou misérable...

Deux papas PD, plus d'enfants mal habillés (suite)

Grand point de discordance entre les pros et les antis. Étions-nous 125 000 (selon la police) ou 400 000 (selon les organisateurs) à participer à la manif Des droits pour tous à Paris? En tous cas, le carré 1999-2013 rassemblant des militants d'Act Up-Paris, AL, CNT Santé-Social, divers collectifs affinitaires et la FA, a réussi l'exploit de constituer une deuxième colonne et, las de piétiner pour intégrer la manif officielle, a pris l'initiative de suivre son propre parcours pour rejoindre Bastille.

Anti-égalitaires : l'UMP et les fachos droits dans leurs bottes

L'UMP et les fachos Gilbert Collard, proche de Marine Le Pen et Jacques Bompard, député maire d'Orange, cosignent quatre amendements qui sentent l'acharnement. Le 1393 vise à préserver l'autorité partagée et à privilégier la résidence alternée pour l'enfant en cas de séparation des parents. Ils cosignent également trois textes qui visent à mettre en place une forme de liberté de conscience qui permettrait aux maires récalcitrants de ne pas célébrer les mariages entre personnes du même sexe. Ils ont de la suite dans les idées...

AMP et GPA sont dans un bateau

Au moment où tous les réacs du pays prennent, pour combattre le mariage pour tous, le prétexte de la procréation médicalement assistée (PMA) et la gestation pour autrui (GPA) – interdite en France, mais que la

Chronique néphrétique

Post-hits (3)

DANS Le postanarchisme expliqué à ma grand-mère, Michel Onfray oppose à la révolution et aux promesses de sociétés radieuses l'anarchie positive. «L'anarchie positive, c'est ce qui, dans le corpus anarchiste, ne relève pas de la critique, de la négativité, de la déconstruction, du ressentiment, d'un désir de vengeance, d'une soif de haine, d'une envie de rancune (Nietzsche a superbement analysé ce mécanisme à l'œuvre dans l'engagement des socialistes, des communistes, des anarchistes...).»

Je n'ai pas lu ce passage de Nietzsche, mais je peux reconnaître des types de militants à l'agressivité débordante, déséquilibrés, au sens premier, qui font plus de mal que de bien aux idées qu'ils défendent. La forme est ici en contradiction avec le fond. «Demoiselles d'Avignon» politiques, ces militants sont des repoussoirs. D'autant plus que leur haine a la fâcheuse manie d'être prioritairement tournée vers leurs proches, attisant luttes d'egos, scissions et tout l'appoint au sein des organisations politiques. Onfray a subi plus d'une fois les effets de cette agressivité, au sein du milieu anar. (Si j'osai, je dirai qu'il manque parfois une pincée de christianisme dans notre anarchisme? Oh la provoc!) Plus généralement, notre propagande est trop souvent le reflet de cette négativité et modèle l'image que nous donnons collectivement de nous-mêmes.

On peut poursuivre: et parler du calcul, ou des ressorts inconscients qui animent ceux qui ont des comptes à régler, des places à prendre. Ceux qui profitent des luttes collectives pour améliorer leur situation matérielle individuelle, ceux que la direction des luttes rend odieux, ceux qui s'érigent en nouveaux maîtres, pires parfois que ceux qu'ils ont renversés. Tout cela existe bel et bien, c'est malsain, et il est politiquement crucial d'y réfléchir constamment. Pour moi, le combat essentiel (son essence) de l'anarchisme est là... À tout moment, mais aussi et surtout, lors des révolutions! Parce que, telle qu'énoncée dans le livre d'Onfray, cette opposition «anarchie positive/révolution» semble écarter la seconde au profit de la première (?). Mais les révolutions surviennent, point. Du moins, les révoltes. Et plus d'un protagoniste a alors en lui ce «désir de vengeance». C'est souvent le moteur même de la révolte, non? Et le pari n'est-il pas de «sublimier» cette énergie négative en positivité? Ce serait cela, être révolutionnaire. (Ce n'est pas mal dit, mais ce ne sont que des phrases. Quand je vois déjà la difficulté à calmer une bagarre entre deux gamins...). Pour parler clair, j'ai

perdu ma fascination pour la Révolution, je n'en vante plus les mérites, je m'en méfie, j'ai des craintes, rétro et prospectives, mais je ne l'évacue pas. Michel Onfray conclut: «Si révolution il y a, elle ne se fera plus par le haut, dans la violence, avec le sang et la terreur, imposée par le bras armé d'une avant-garde sans foi ni loi mais par le bas, de façon immanente, contractuelle, capillaire, rhizomique, exemplaire.» Cela m'apparaît à la fois désirable, très présomptueux, et contradictoire. Car, et il l'a écrit lui-même «le monde n'est pas fait de concepts mais de forces qui résistent, de flux de violences déraisonnables, de passions irrationnelles, d'individus conduits par leurs pulsions...» J'ai la nette impression que dans nos sociétés riches, pacifiées par des décennies de consommation, nous ne mesurons plus ce qui peut advenir de violence collective...

La semaine prochaine je reviendrai sur «l'anarchie positive», que j'estime en effet nécessaire d'activer en nous, mais avant cela (et j'avais déjà tiqué là-dessus lors de l'écoute d'une conférence à l'Université populaire de Caen): «Le capitalisme constitue la vérité indépassable de l'échange depuis que le monde est monde, car l'on confond souvent capitalisme, un mode de production des richesses qui suppose la propriété privée, et libéralisme, un mode de répartition des richesses ainsi obtenues.» Non! Si l'échange est bien présent chez les humains depuis la nuit des temps, ce n'est pas pour autant du capitalisme! La propriété privée existait avant le capitalisme. C'est se brouiller l'esprit que de ne pas différencier les modes de productions historiques. Sinon comment expliquer les temps modernes, les révolutions bourgeoises et industrielles? Quant au libéralisme, c'est une théorie, une idéologie! Le fascisme en est une autre, qui sauvegarda toutefois les intérêts capitalistes... Le postmoderne oublie de quoi il est le post? N'ajoutons pas encore plus de confusion au grand bazar idéologique actuel, sous prétexte de po-si-ti-ver. À moins? À moins que le postanarchisme ne soit un cheval de Troie? L'autre nom d'un réformisme avancé. Ce qui expliquerait aussi l'idée de «capitalisme libéral». Dans ce cas discutons-en.

«Autour de moi y a une usine, c'est une gigantesque machine à fabriquer des impostures des postulats de philosophes et des artistes post-classiques prédicateurs a posteriori les politiques apostasies ont aposté les post-fascistes! Post! Post! Post! Post!»

Rodkol

rodkol netcourrier.com

Faibles et puissants face à l'impôt

On ne peut comprendre ce système qui s'évertue à nous broyer en faisant l'impasse sur l'impôt.



Laurent Delille

ON NE REVIENDRA PAS sur ce que les bonnes âmes appellent «la crise» qui, en réalité, est intrinsèque au système capitaliste. On ne reviendra pas non plus sur l'explosion de la dette publique due aux cadeaux octroyés aux plus riches et à la fraude fiscale – cadeaux elle aussi – qui est tout autant encouragée par ce gouvernement qu'elle l'était par le précédent. Rappelons tout de même que cette dette est évaluée entre 40 et 60 milliards d'euros, l'équivalent à peu près du budget de l'éducation nationale. C'est dans ce contexte qu'a paru il y a peu, sous la plume d'Alexis Spire, *Faibles et puissants face à l'impôt* aux éditions Raison d'Agir.

On ne peut comprendre ce système qui s'évertue à nous broyer en faisant l'économie de l'impôt, de ses mécanismes et de l'institution qui le met en œuvre et en assure le recouvrement : la Direction générale des finances publiques (DGFIP), née en 2008 de la fusion de la Direction générale des impôts et de la Direction générale de la comptabilité publique.

L'impôt, outil de contrôle social

Tout le propos d'Alexis Spire est de montrer comment une telle institution censée assurer l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt en vient à différencier ses règles selon les types de contribuables.

Levons un doute. Dans son ensemble et en tout cas autant que peut l'appréhender l'étude sociologique, l'administration fiscale a constitué et constitue encore de nos jours un lieu de promotion pour les enfants issus de familles d'ouvriers ou d'employés. Pour les hauts fonctionnaires, on assiste, à partir des années 1980 et de l'arrivée de la gauche au pouvoir, à leur ralliement au libéralisme et à son corollaire, l'antifiscalisme, et ce au nom de la liberté d'entreprendre et de la défense de la vie privée. Ces énarques ne font que suivre leurs maîtres, les politiques chargés des

affaires. On connaît bien ces discours théorisés par Milton Friedman et mis en pratique par Reagan et Thatcher. On sait peut-être moins, ou on l'a oublié, qu'un Michel Jobert, «gaulliste de gauche», ministre sous Mitterrand de 1981 à 1983, prônait la suppression de l'impôt sur le revenu.

Entre 1950 et 1979, en France, le pourcentage des ménages imposables est passé de 15 % à 63 %. Le développement de l'État providence puis la décentralisation et l'augmentation de la fiscalité locale ont fait entrer l'administration fiscale dans le quotidien de millions de foyers, et ce bien au-delà des seuls foyers s'acquittant de l'impôt. L'aide au logement, les bourses d'études, etc. sont, en effet, soumises à l'avis d'imposition ou de non-imposition.

Cette extension de l'emprise de l'administration à l'ensemble du corps social s'est accompagnée de possibilités de contrôles accrus et a fait maître du même coup de multiples incompréhensions ou confusions quant à l'application de la règle fiscale. Peu à peu, l'administration fiscale s'est transformée en «guichet social». C'est ainsi que l'accueil du public afin de l'orienter dans la jungle des dispositions et de l'aider à rédiger ses réclamations est devenue une tâche importante des services des Finances publiques. Or, de 2008 à aujourd'hui, les politiques de réduction des déficits (Révision générale des politiques publiques sous Sarkozy, Modernisation des administrations publiques sous Hollande – bonnet blanc et blanc bonnet) ont supprimé 12 000 emplois au sein de la DGFIP, principalement parmi les postes de gestion des dossiers et de réception du public. Dans ces conditions, ce sont les populations les plus défavorisées, celles qui ont le plus de difficultés à faire valoir leurs droits, qui sont les plus lésées.

À ce propos, l'auteur compare deux dispositifs certes différents, mais dont le résultat

gauche vient de faciliter pour les enfants nés sous cette forme à l'étranger en leur donnant la nationalité française, un super article est paru sur le site de l'Humain. Il pose la question à juste titre de savoir si ce ne serait pas une erreur de réduire la question de la PMA ou la GPA aux seuls couples homosexuels. En effet, les femmes célibataires réclament, elles aussi, la possibilité de porter des enfants sans partenaire, tandis que d'autres font congeler leurs ovocytes quand elles sont fertiles, afin de les utiliser quand elles l'estimeront pertinent. Voilà une dure réalité qui n'a pas fini de faire s'agiter les Christine Boutin et consorts: «Ouvrir ces possibilités scientifiques aux couples infertiles hétéros, d'accord, mais les ouvrir aux couples sodomites et lesboïdes, quelle sainte horreur ma chère!»

Enfin !

Plus de dix ans après l'explosion de l'usine AZF de Toulouse, la justice a reconnu à l'État une part de responsabilité dans le drame qui, le 21 septembre 2001, a tué 31 personnes. Il a commis une faute de surveillance, affirme un arrêté de la cour administrative d'appel de Bordeaux, laquelle vient d'accorder une indemnité de 2 500 euros à un couple de plaignants. La décision est inédite. En 2010, le tribunal administratif de Toulouse avait débouté ce même couple. Il faut dire qu'à l'époque l'industriel avait été relaxé lors du procès pénal tenu en amont.



consiste à rendre de l'argent aux contribuables au lieu d'en prélever. Il s'agit du bouclier fiscal et de la prime pour l'emploi. Ainsi, en 2007 le ministre du Budget, J.-F. Copé, demandait à l'administration de rembourser les sommes dues au titre du bouclier fiscal sans procéder à un contrôle exhaustif des dossiers des assujettis, alors qu'en 2006, sur les conseils de la Cour des comptes, il est demandé aux agents de contrôler les déclarations des candidats à la prime pour l'emploi. Deux poids, deux mesures.

À partir des années 1990, il ne s'agit plus de lutter seulement contre la fraude fiscale, mais de recentrer l'activité des administrations de l'État sur la «fraude sociale». En d'autres termes, les contrôles ne concernent plus véritablement les riches contribuables cherchant à échapper à l'impôt mais s'emploient à traquer les abus aux prestations sociales. Le travail au noir, les «faux chômeurs» ou les «faux RMistes» sont ainsi mis sur le devant de la scène sans que ne se pose la question des réalités sociales qui président à ces comportements. Des raisons politiques, bien sûr, expliquent ce recentrage mais elles sont favorisées par le développement des outils informatiques qui permettent de cibler très facilement les omissions des personnes percevant des revenus facilement identifiables : salaires, retraites, allocations de chômage, indemnités maladies, etc. Ces contrôles de masse ne nécessitent aucune investigation et sont donc plus faciles à réaliser que des enquêtes en profondeur consistant à étudier la comptabilité des entreprises ou à démêler les revenus des professions libérales.

Le relâchement du contrôle des classes dominantes

À partir de 1987 et afin de mieux garantir le droit des citoyens, la charge de la preuve appartient désormais à l'administration. En outre, durant ces mêmes années la doctrine de l'administration fiscale s'oriente vers les possibilités de négociations avec les contribuables soupçonnés de fraude.

Ces deux événements sont couplés à un troisième qui est le «développement du rescrit». Celui-ci permet au contribuable de demander à l'administration de lui expliquer comment sa situation particulière sera traitée au regard du Code des impôts. Pour qui possède un avocat fiscaliste, ce principe permet de tester des montages à la limite du droit, en toute garantie.

En 2005, la dématérialisation de la déclaration fiscale a constitué une autre innovation majeure. Si celle-ci permet de découvrir sans coup férir les discordances entre les sommes réellement perçues et celles qui sont effectivement déclarées, elle ne permet plus une vision globale du dossier et la détection des fraudes complexes. C'est une conséquence de la sacro-sainte rentabilité qui favorise, en fin de compte, ceux qui ont tendance à amalgamer sphère privée et professionnelle.

Autre point noir. Il concerne l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Celui-ci est fondé essentiellement sur la valeur du patrimoine. Mais les assujettis à cet impôt ont tendance à minorer leurs biens et l'administration n'est pas pourvue d'instruments fiables pour les contredire. En effet, la valeur vénale d'un bien reste théorique tant qu'il n'est pas vendu. De plus, l'évaluation, quand elle a lieu, est facilement réfutée en arguant de l'état de détérioration des immeubles possédés. Or, en vertu du respect de la propriété, il est impossible pour un inspecteur du fisc d'y pénétrer. On imagine aisément le nombre de sous-déclarations qu'il peut exister!

La réforme de l'ISF de 2011, nonobstant l'allègement des barèmes, permet aux possesseurs d'un patrimoine compris entre 1,3 et 3 millions d'euros de se contenter de remplir une déclaration abrégée qui ne comporte aucun détail des biens. Tout est prévu pour compliquer la tâche des vérifications.

Inégalités dans le traitement des contribuables

Il existe une disparité importante dans la manière de recevoir les contribuables. Alors que «dans un centre de services des impôts aux particuliers fréquenté par des classes populaires, les interactions au guichet durent en général une dizaine de minutes», dans un secteur plus favorisé, les usagers peuvent disposer d'un personnel plus à l'écoute et bénéficient d'une «présomption de confiance réciproque» qui peut aller jusqu'à ce que l'agent explique les marges de manœuvre dont il dispose.

Cette inégalité ne s'arrête pas là puisque la probabilité d'être soumis à un contrôle dépend non seulement des revenus disponibles, mais également de la position qu'occupe un contribuable dans son environnement social. Autrement dit, à égalité de richesse, mieux vaut habiter dans un secteur huppé que dans une zone géographique dite «populaire».

C'est ainsi que les conditions d'applications du droit amènent les fonctionnaires, pourtant très attachés au principe d'égalité, à accentuer les inégalités.

En conclusion, l'évolution de la fiscalité depuis les années 1970 montre que la doctrine de l'État est passée d'une logique privilégiant telle ou telle profession relativement à une autre, à une logique consistant à encourager les «formes individualisées d'évitement de l'impôt».

«Par le jeu des défiscalisations, tout se passe comme si certains étaient désormais autorisés à choisir, en partie, leurs modalités d'imposition», explique l'auteur. La généralisation des outils informatiques a permis de détecter assez finement l'illégalisme des classes moyennes ou populaires, alors que dans le même temps l'administration a privilégié la négociation vis-à-vis des plus aisés.

Très clairement, l'État a choisi de faire l'impasse sur la redistribution au nom de la rentabilité économique.

L. D.

Indignation

quand tu nous tiens...



**« Si faire l'amour tous les quatre ans ce n'est pas avoir une vie sexuelle, voter tous les quatre ans ce n'est pas avoir une vie démocratique. »
Affiche anonyme sur un mur de Madrid**

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

IL Y AURA BIENTÔT DEUX ANS que le mouvement des indignés est né en Espagne, plus précisément le 15 mai 2011 (d'où son nom de 15M). Au premier campement de la Puerta del Sol à Madrid a succédé rapidement l'occupation des places d'une soixantaine de villes espagnoles avant de faire des émules dans le monde entier. Ce mouvement déclenché via les réseaux sociaux s'en prenait au gouvernement socialiste (PSOE)¹ alors au pouvoir avant de continuer à manifester son opposition au gouvernement suivant, de droite celui-là (PP)². Le fait est qu'aucune organisation politique n'a entendu le message de ces indignés, et n'y a donc répondu. C'était pourtant assez limpide : sans partis ni drapeaux, il s'agissait de reprendre une parole longtemps confisquée pour débattre, afin de changer un système politique et économique qui appauvrit de plus en plus une majorité de la population pour en enrichir une infime minorité. Jamais

les écarts n'ont été aussi grands entre « ceux d'en bas » et les possédants. Aujourd'hui encore à Madrid, des campements subsistent devant des établissements bancaires où les indignés invitent la population à les soutenir, ne serait-ce qu'en signant des pétitions (même des policiers chargés de les surveiller viennent signer ; on aura tout vu!).

Le mouvement a évidemment évolué depuis 2011 ; les places principales des villes ne sont pas occupées en permanence, mais les indignés interviennent par des actions concrètes pour s'opposer à la politique antisociale du gouvernement. Ils s'investissent dans les luttes de quartiers, principalement dans les PAH (plateformes des victimes des hypothèques) qui retardent ou empêchent les expulsions des familles ne pouvant plus rembourser les prêts que les banques leur ont octroyés à des taux qui ont explosé depuis la crise immobilière. Pour rester dans le même

sujet, ils s'investissent également dans le mouvement des Okupas (squats) qui a pris des proportions phénoménales là-bas : ce sont des immeubles entiers qui sont occupés par des familles expulsées, occupations au grand jour et revendiquées.

Sans voix, sans-peur et sans-futur

« Nous sommes tous égaux, dans la précarité, la fatigue et la colère. Nous sommes les sans-voix, les sans-peur et sans-futur, que ce soit à Barcelone, à Athènes ou place Tahrir. »

À part le problème immobilier, les autres revendications demeurent. Que veulent-ils finalement ? Qu'on les écoute, et puisqu'ils ne font plus confiance aux dirigeants politiques, ils essaient d'imaginer un autre monde que celui proposé par les partis. Un monde où chaque citoyen a accès à l'éducation, aux soins hospitaliers, à un logement et un emploi dignes. Bref, le contraire de la société actuelle. Le pouvoir en place, ainsi que l'opposition qui vise à le remplacer, n'ont qu'une obsession : réduire la dette, et pour ça décréter coupes budgétaires sur coupes budgétaires dans le service public, avant de le privatiser. Face à cela, les manifestations se succèdent avec Internet ou Twitter comme outils de lutte. À Valladolid, les indignés appelaient il y a peu à ouvrir une maison du peuple dans le Parlement autonome, où actuellement les députés ont la possibilité de prendre au restaurant (subventionné avec les impôts) des menus qui n'atteignent pas 6 euros (sans doute les salaires des parlementaires sont-ils trop bas !). Quelques Indignés ont choisi de créer le Parti X (« Pour la démocratie, c'est tout ! ») inspirés par l'exemple islandais qui a rejeté le sauvetage des banques, et refusé de payer la dette. Les statuts ont été déposés le 17 décembre au ministère de l'Intérieur. Les membres désirent garder l'anonymat jusqu'aux prochaines élections et élaborent un programme où ils ont d'ailleurs incorporé des propositions de la plateforme des victimes des hypothèques. Pour eux, il y a eu ces dernières années « deux révolutions : le 15M et les réseaux sociaux comme forme d'organisation », déclare la non porte-parole (comme disent les zapatistes au Mexique). Pas d'idéologie, mais des pratiques « ouvertes, horizontales, transparentes, coopératives ».

Le système et nous

« Nous ne sommes pas contre le système, c'est le système qui est contre nous. »

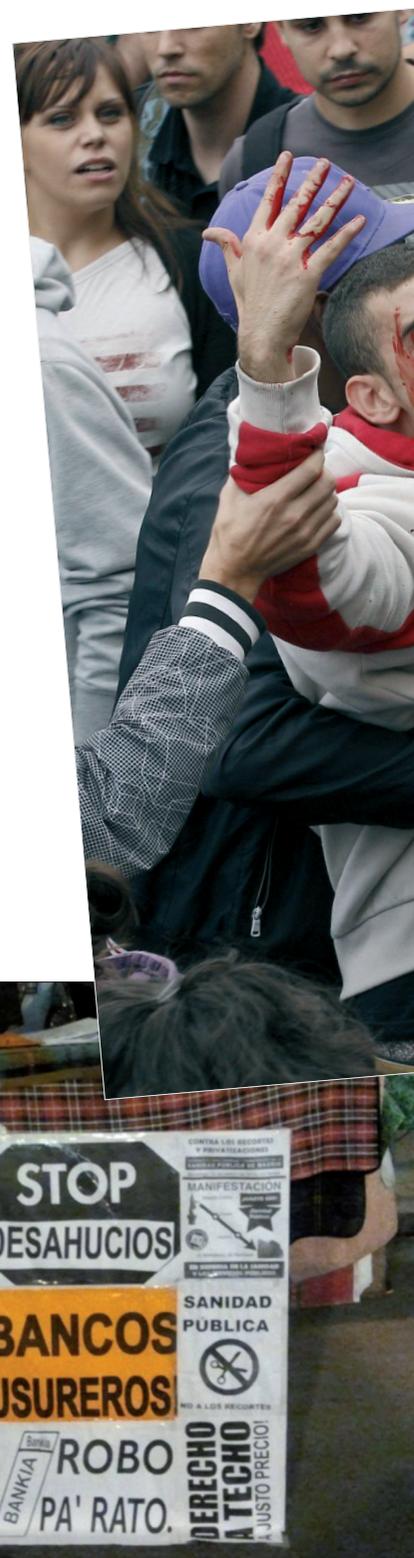
La gauche n'a pas vu venir le mouvement du 15M et ensuite ne l'a pas compris. Après plus de trente ans de « démocratie », cette gauche rappelle ses apports : les écoles publiques avec la diversification des programmes éducatifs, la création des espaces verts, l'essor économique depuis la mort de Franco, etc. Le 15M a rendu évidente l'obsolescence de ces formes classiques de faire de la politique. La gauche n'a pas compris pourquoi ces indignés la dénonçaient comme étant

responsable de la situation actuelle. Les syndicats institutionnels et les partis politiques qui ont signé le pacte de la Moncloa pour accompagner la « transition démocratique », payent maintenant leur allégeance au système capitaliste qu'ils ont renoncé à combattre, se contentant de le gérer pour leur propre profit. Comme le publiait le journal El País : « Le mouvement des indignés a découvert le cadavre mais n'a pas commis le crime. » Responsables, partis de gauche et syndicats officiels le sont. Et de s'excuser, et de le reconnaître : « Nous avons fait des erreurs, nous avons une responsabilité dans le résultat de la politique économique, nous allons nous corriger, nous allons faire mieux, nous allons faire plus. » Peine perdue, les indignés ne les croient plus, ni eux ni ceux de droite qui sont désormais aux commandes. Ce qu'ils veulent, c'est repenser fondamentalement la relation entre les citoyens et la politique. En vrac :

- Reconsidérer le système de représentativité électorale.
- Participer le plus possible aux décisions les concernant.
- Opter pour la démocratie directe.
- En finir avec les formes actuelles des partis politiques et leur manque de transparence.
- Abolir les hiérarchies dans les structures décisionnaires.
- Débattre et établir accords et plateformes, par consensus, voire unanimité.

Nous sommes les 99 %

Malheureusement, si c'était vrai, ça se saurait. Il y a peut-être 99 % d'exploités, mais pas 99 % d'indignés ou de révoltés ; tout au plus, pour le moment, un « petit » 20 %. Le gros des manifestants est constitué par ceux qui n'ont rien à perdre, puisque effectivement ils n'ont rien : ni emploi ni logement. Puis il y a ceux, très nombreux, qui ont des emplois précaires ou très mal payés : le salaire minimum dépasse à peine les 600 euros alors qu'un loyer pour un deux-pièces (pas trop cher) à Madrid ou Barcelone coûte rarement moins de 500 euros. À noter que, chez les jeunes (jusqu'à 35 ans), le taux de chômage est de plus de 50 %. On trouve là tous les universitaires surdiplômés qui auraient dû constituer – du moins le pensaient-ils – les nouvelles classes moyenne et supérieure. Ce qui explique qu'on les retrouve au coude à coude avec les exclus des secteurs secondaire et tertiaire à la ville et primaire dans les zones rurales, complétant ainsi le maillage de la société. Deux attitudes se dégagent : d'une part promouvoir la libre association des citoyens, et, de l'autre, proposer de nouvelles avancées sociales et préserver les droits déjà acquis ; cet axe de luttes



La guerre zen, guère zen

AH, LE SON D'UNE SEULE MAIN applaudissant, le doigt qui regarde la lune et l'imbécile qui regarde le doigt... Les poèmes zen, les poteries zen, les peintures zen! Et le mot lui-même, si attendrissant en français, avec ce Z à la fois exotique et zozotant, virilisé pourtant par un monosyllabisme austère, sérieux, petit-doigt-sur-la-couture-de-la-robe! Et quelle morale! Renoncement mais spontanéité, pénétrer le vide pour embrasser le tout (ou l'inverse, c'est selon), pureté-force-compassion!

Comme on ne rigole pas avec les principes, les moines zen se lèvent à trois heures et demie du matin, ne mangent pas un gramme de viande et, en bons bouddhistes, ne tuent pas une seule créature vivante.

– Mon cul.

– Plaît-il, Nestor?

Oui, je viens d'écrire «mon cul», parce que la conception du zen (en particulier) et du bouddhisme (en général) aux mains propres, innocent de tout sang versé, bref d'une religion vraiment pacifiste à l'opposé des religions occidentales plus gore, elles, que Dracula chez mon boucher, cette conception ne vaut pas tripette.

Il ne s'agit pas là seulement du fait bien connu que le zen était la seule religion présente aux yeux des samouraïs, personnes peu connues pour leur amour de la vie humaine (ils avaient d'ailleurs le droit de sabrer un inférieur qui leur aurait manqué de respect). Il s'agit de ce que raconte un livre honnête, bien qu'écrit par un prêtre zen américain, Brian Daizen Victoria, et fort justement intitulé *Zen at War* (Rowan & Littlefield). Le Japon, dès 1905, se lance dans une politique impérialiste de conquête de l'Asie. «Conquête» signifiant mise en esclavage des peuples conquis s'ils ne résistent pas, comme en Corée, ou massacre s'ils résistent, comme en Chine. L'armée japonaise n'eut pas grand-chose à envier à l'armée nazie : *Zen at War* rapporte que l'un des rares cas connus d'insubordination d'un moine zen enrôlé dans l'armée japonaise concerne la période d'entraînement. Pour habituer les soldats nippons au combat à la baïonnette, on attachait des prisonniers de guerre chinois à des arbres, et les soldats japonais devaient les attaquer, c'est-à-dire les éventrer à coups de baïonnette. Un homme appelé Tsuzuki Mana et un prêtre zen appelé Daiun Gikô refusèrent de se prêter à cet assassinat. Lors de l'envoi massif sous les

drapeaux des moines et prêtres d'âge adéquat, *Zen at War* ne cite aucun cas d'objection de conscience, certes un acte immédiatement suicidaire dans le Japon de 1943, mais les zénites ne sont-ils pas censés s'être libérés de la peur, ne sont-ils pas censés se pénétrer de l'impermanence de toute chose, en particulier de celle que l'on appelle la vie?

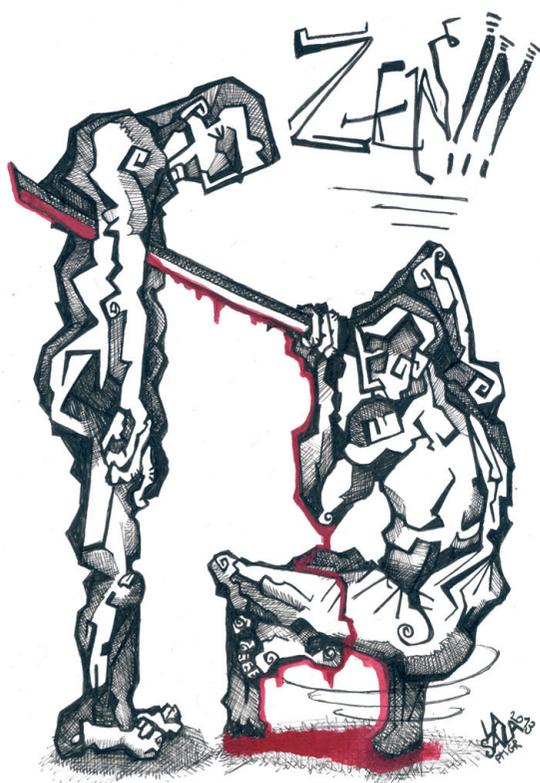
Au contraire, le zen, religion si officielle que les temples bouddhistes tenaient les registres d'état civil depuis les Tokugawa, collabora avec enthousiasme à la politique d'agression à l'extérieur et de culte de l'empereur à l'intérieur.

Les troupes qui commirent les viols et les massacres de Nankin disposaient d'aumôniers zen. Les différentes églises zen établirent toutes des missions dans les pays conquis, et comme dans tout pays colonisé, les missionnaires avaient pour mission de faire accepter la supériorité du mode de vie et de la religion du pays colonisateur. Aucun dignitaire zen de haut rang n'éleva de protestation contre le culte du Tennô, de l'empereur. Ainsi, une culotte de peau japonaise, le lieutenant-colonel Sugimoto Gorô, écrivit dans un bel exemple d'union du sabre et du goupillon : « En face de l'empereur, le moi doit être vide. Dans l'unité du souverain et du peuple, le peuple ne doit pas tenir à son moi, il doit tenir à son empereur qui incarne ce moi. La loyauté à l'empereur, qui est la plus haute formation morale, ne doit jamais être accomplie dans l'espoir d'une quelconque récompense. Elle doit plutôt se pratiquer sans aucun espoir de récompense, car l'empereur n'existe pas pour le peuple, mais le peuple pour l'empereur. » Nombre d'enseignants zen (tels D.T. Suzuki) écrivirent leur parfaite adhésion au culte de l'empereur et à l'amour de la patrie. Peu d'entre eux, après la guerre, admirèrent s'être trompés, exprimèrent des regrets ou présentèrent des excuses aux victimes du militarisme. Tous professaient une théorie bizarre, selon laquelle « l'épée qui tue est aussi celle qui donne la vie ». Mais si ! Car en abrégant votre vie, l'épée miséricordieuse vous empêche d'alourdir encore votre karma ! On voit que, tout comme les cirques chinois n'ont rien à envier aux cirques occidentaux, les contorsionnistes bouddhistes n'ont rien à envier aux contorsionnistes chrétiens.

Nestor Potkine,

auteur du célèbre traité

« Le Zen dans l'art chevaleresque du tir au Chinois ».



plusieurs localités. À ce moment, la grève des ouvriers agricoles était clairement auto-organisée, et s'était développée largement en dehors des syndicats et des partis politiques. En fait, les syndicats dans le secteur agricole sont relativement petits, et ne représentent qu'environ 7 % des ouvriers agricoles du Cap occidental. En même temps que les comités de grève commençaient à se former, a émergé la revendication d'une augmentation du salaire minimum de 69 à 150 rands par jour. Dans les premiers moments de la grève, la police était débordée, et l'État tout comme les propriétaires étaient sur la défensive. À ce moment, il y avait vraiment de réelles chances pour que le mouvement, qui s'accélérait et s'étendait, ait gain de cause.

Depuis cette vague initiale, les politiciens locaux et les dirigeants des principaux syndicats se sont jetés dans la bataille. Avec l'arrivée de ces nouveaux joueurs dans la partie, la situation est devenue beaucoup plus compliquée, avec l'irruption de stratégies purement politiques, et des personnalités jouant souvent des coudes pour se trouver sous la lumière des projecteurs afin d'augmenter leur visibilité et celle de leur organisation. En particulier, la grève a été suspendue plusieurs fois de manière antidémocratique par certains bureaucrates syndicaux, la première fois en novembre : c'est-à-dire au moment précis où la grève prenait son élan. On verra ci-dessous comment et pourquoi elle a été suspendue. Cependant, malgré des suspensions répétées, le mouvement est reparti à plusieurs reprises. En effet, la grève a redémarré en janvier dernier et on a vu de nouveau des manifestations dans les communes rurales du Cap occidental, et des affrontements faire rage entre la police et les manifestants. Ce qui est clair, donc, est que malgré plusieurs arrêts de la grève (la dernière en date remonte au 22 janvier), les travailleurs vont continuer à se battre.

Le Bawusa dans la mêlée...

Alors que la grève s'était initialement auto-organisée en dehors des syndicats, les dirigeants du Syndicat des ouvriers agricoles d'Afrique du Sud (Bawusa) et du Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu) via sa branche sectorielle de l'Alimentation – le Fawu – ont rapidement fait leur entrée dans l'arène, notamment à De Doorns. Leur arrivée a provoqué un retrait progressif du pouvoir des mains des travailleurs, et des quelques comités de grève qui avaient été formés. En d'autres termes, les dirigeants de ces syndicats ont commencé à devenir la « face visible » de la grève, et il leur est arrivé de pouvoir influencer le tempo du mouvement. Dans les faits, leurs actions, même si elles étaient bien intentionnées, n'ont pas toujours profité aux travailleurs.

La raison pour laquelle les dirigeants du Bawusa ont pu s'immiscer dans le mouvement est que, bien que le syndicat soit petit, il est présent chez les ouvriers agricoles depuis plusieurs années, et son secrétaire général, Nosey Pieterse, les a déjà aidés dans des affaires d'expulsion. C'est à partir de là que les dirigeants du Bawusa ont pu rapidement prendre pied dans le mouvement à De Doorns. En fait, Pieterse, de même que le secrétaire général du Cosatu, Tony Ehrenreich, ont été aussi utilisés par les médias comme porte-parole officieux du mouvement en raison de leur notoriété. Du coup, tous deux en sont venus à jouer un rôle de premier plan dans les grèves, et à supplanter largement les comités de grève initiaux formés par les travailleurs.

Bien que le Bawusa soit un syndicat et ait soutenu la grève, il est présent dans l'industrie du vin via une organisation appelée Association noire de l'industrie du vin et des Spiritueux (Bawsi), constituée de capitalistes noirs débutants, et à laquelle il est toujours lié. Le but de la Bawsi et du Bawusa est donc

en dernière analyse de favoriser une plus grande implication des Noirs dans l'industrie du vin, dans une perspective interclassiste. Ils ont considéré le mouvement comme un moyen de promouvoir leur stratégie essentiellement nationaliste noire sur le dos des travailleurs. Pour y arriver, ils ont utilisé les grèves pour mettre l'État et les propriétaires terriens à la table des négociations, afin d'arriver à un accord favorisant l'implication des Noirs, capitalistes compris, dans cette industrie. Cette stratégie interclassiste du Bawusa est également évidente en ce qui concerne Pieterse lui-même. Ce dernier est un néopropriétaire capitaliste, et via Bawsi il a des intérêts dans une des plus grandes compagnies vinicoles du Cap occidental, KWV. Du fait de leur idéologie interclassiste, on peut douter de l'intérêt des dirigeants de Bawsi/Bawusa pour une lutte basée sur le contrôle des travailleurs et la démocratie directe, malgré leur soutien à la grève.

Le Cosatu et l'ANC à leur tour

Les dirigeants du Cosatu ont eux aussi soutenu le mouvement depuis ses débuts, et ils ont également une certaine présence à De Doorns via le Fawu. Cela dit, les dirigeants du Cosatu ont montré clairement qu'ils considéraient cette grève comme l'occasion de récupérer une partie de la crédibilité que la fédération avait perdu pendant les grèves de 2012 dans les mines de platine (voir *Le Monde libertaire* n° 1683), et aussi de commencer à syndicaliser dans les exploitations agricoles. Dans cet ordre d'idées, le Cosatu a clairement démontré qu'il ne voulait pas que se développe une situation semblable à celle des mines de platine, où les travailleurs avaient mené leurs actions hors des syndicats et de leur influence. Par suite la stratégie des dirigeants du Cosatu a été de gagner en visibilité plus que de construire une lutte basée sur la démocratie directe. Et donc, tout en soutenant la grève, ils ont également poussé au dialogue social entre les syndicats, l'État et le patronat agricole – représenté par Agri-SA – afin de résoudre le conflit. Mais dans ce processus, les travailleurs de la base ont été exclus des négociations, de même que les comités de grève.

Le fait que Tony Ehrenreich soit lui-même un politicien bien connu et très médiatique de l'ANC (qui, dans la province du Cap occidental, est dans l'opposition) lui a conféré dès le départ une grande influence sur la grève, quoique la plupart des ouvriers agricoles ne soient affiliés ni au Cosatu, ni à son alliée l'ANC. Le Cosatu et Ehrenreich ont utilisé cette notoriété pour suspendre la grève un certain nombre de fois, souvent sans consultation ni aucun mandat de la base. En fait, les dirigeants du Cosatu ont appelé unilatéralement à la suspension de la grève chaque fois qu'ils ont considéré que c'était utile ou nécessaire. La plus importante a peut-être été celle de novembre 2012, dans



une période où le mouvement amplifiait et était dans une dynamique positive. À ce moment, le Cosatu a suspendu la grève unilatéralement, dans le but d'essayer de négocier un compromis avec les propriétaires terriens, et de laisser du temps à l'État pour faire semblant d'intervenir afin d'élever le salaire minimum légal.

Ainsi, le Bawusa tout comme le Cosatu ont cherché à négocier un accord par le dialogue social, et dans ce but ont suspendu la grève unilatéralement à plusieurs reprises. Pourtant, cette stratégie s'est largement soldée par un échec et a dépossédé les travailleurs de leur mouvement: ils sont «représentés» par les syndicats, et n'interviennent plus directement. La meilleure mise en évidence des limites du dialogue prônée par les dirigeants syndicaux est peut-être le fait que l'État a carrément refusé d'augmenter le salaire minimum – une revendication commune au Cosatu et au Bawusa à la table des négociations – avant sa date de réévaluation de mars 2013. De même, Agri-SA a refusé tout accord national ou régional qui comporterait une augmentation du salaire minimum. Quand il y a eu des victoires, par exemple là où des propriétaires ont accordé de meilleurs salaires, on peut l'attribuer principalement à la pression pesant sur les propriétaires du fait des grèves et des manifestations, et non à l'habileté négociatrice des dirigeants syndicaux. Un autre problème est qu'à chaque suspension antidémocratique de la grève par les dirigeants syndicaux, il a été difficile, mais pas impossible, aux travailleurs de relancer la dynamique.

Les comités de grève pris de court

Le fait que le Cosatu ait cependant été capable de suspendre unilatéralement la grève à plusieurs reprises pour entamer un dialogue social en dit long sur la force des comités de grève à peine éclos. Bien qu'ils aient joué un rôle majeur dans le lancement des grèves à plusieurs endroits, les comités de grève n'avaient tout simplement pas la force de contrer les appels du Cosatu à la suspension de la grève, et les travailleurs reprenaient progressivement le travail quand ces appels étaient lancés. Une coalition avait également été constituée durant la phase initiale de la grève par des syndicats et les organisations non gouvernementales progressistes pour construire et coordonner les comités de grève afin que les travailleurs puissent contrôler le mouvement. Certains des syndicats et organisations de la coalition, tels que le Syndicats des dockers (Csaawu) et le Surplus People's Project (PPP) ont un long historique de création de comités de travailleurs et de forums dans les régions rurales. Cependant, même si la coalition a réussi à monter plusieurs comités de grève et en a aidés à se renforcer par la base, beaucoup de régions sont restées privées de tels comités et la coalition n'est pas devenue réellement une

plateforme contrôlée par les travailleurs eux-mêmes pour coordonner la grève. En d'autres termes, il n'y a pas eu de contre-poids efficace et correctement organisé aux dirigeants du Cosatu et du Bawusa, et à leur stratégie. En effet, le Cosatu, bien que participant à la coalition, a largement ignoré les résolutions et les mandats qui en ont émergé. Le Cosatu a plutôt suivi unilatéralement la voie qui semblait appropriée à sa direction, et a en pratique mis sur la touche les autres organisations et comités de grève de la coalition.

Le fait que les ouvriers agricoles n'ont pas, en Afrique du Sud, un grand passé d'organisation et d'engagement dans des luttes majeures, contrairement aux ouvriers des mines, peut avoir également joué un rôle. Quand une grande organisation, en l'occurrence le Cosatu, a suspendu le mouvement, la plupart des travailleurs ont suivi. Il est certain que beaucoup d'entre eux ont été perturbés par ces appels à l'arrêt et à la reprise de la grève et que beaucoup en sont mécontents, mais il n'ont pas construit une alternative efficace, probablement du fait de leur peu d'expérience des luttes longues, de la démocratie directe ouvrière, et de la confiance qu'on peut en tirer.

L'État et la police face aux grévistes

Tout en étant impliqués dans les négociations, officielles ou non, avec les dirigeants du Cosatu et du Bawusa, l'État et les patrons ont aussi utilisé les nombreuses suspensions du mouvement qui les ont accompagnées pour passer à l'offensive. Sur l'ensemble du Cap occidental et dans la foulée de la première suspension de la grève, des milliers d'ouvriers agricoles ont été virés ou suspendus. Beaucoup d'autres ont été victimes de sanctions disciplinaires. Quand les grèves ont repris, certains propriétaires terriens ont même enfermé les travailleurs dans leurs exploitations, les empêchant ainsi de participer au mouvement. En outre, certains propriétaires ont utilisé des agences de vigiles pour intimider les travailleurs. À Robertson, un propriétaire circulait en voiture avec un fusil en menaçant de tirer sur les travailleurs du Csaawu en grève. La propagande a également été intensive, de nombreux propriétaires menaçant notamment de mécaniser leur exploitation et de licencier des travailleurs.

L'État a également utilisé ces suspensions du mouvement pour consolider ses forces. Alors qu'il était débordé en novembre 2012,



KALEM

incapable à cette époque de faire face simultanément à toutes les manifestations, il a mis à profit la première suspension du mouvement pour renforcer les unités de police dans la région et pour déployer une Équipe de réponse tactique (TRT) pour saboter la grève et en finir avec les manifestations.

Parmi les unités de police, beaucoup semblent avoir complaisamment rempli leur tâche de réprimer les manifestations au cours des grèves des ouvriers agricoles. Au moins trois grévistes ont été tués par la police. Gaz lacrymogènes, grenades assourdissantes et balles en caoutchouc ont été envoyés sur les grévistes dans presque toutes les communes rurales du Cap occidental. À Wolsely, pendant les grèves, la police a au moins une fois tiré à balles réelles alors qu'elle était à court de balles en caoutchouc. Les townships où vivent les ouvriers agricoles ont subi des assauts nocturnes, et plusieurs personnes ont été menacées et battues dans leur maison par la police. Pendant l'un de ces incidents, les travailleurs arrêtés ont également déclaré que la police avait mis à feu des boîtes de gaz lacrymogènes dans les cars de police où ils étaient enfermés. Le Parquet a également donné l'instruction aux procureurs de l'État de refuser la liberté provisoire aux travailleurs et aux militants qui avaient été arrêtés dans le cadre de la grève ou des manifestations.

Comme il se doit, le rôle de la police et de l'État pendant la grève a été de défendre la propriété privée et la richesse des capitalistes terriens. Et donc, malgré le fait que plusieurs élus locaux de l'ANC aient par moments soutenu le mouvement, comme il est de règle pour l'opposition politique locale, l'État, qui est gouverné par l'ANC, a en pratique soutenu les propriétaires. Ainsi, bien qu'il y ait parfois des tensions en Afrique du Sud entre fractions de la classe dirigeante, en l'espèce le sommet de l'État (qui est majoritairement noir) et les capitalistes terriens (qui sont majoritairement blancs), l'État a joué un rôle majeur dans la protection des propriétaires contre les grévistes. Même s'il peut exister des querelles politiciennes entre dirigeants, ils se sont unis pour faire face à un soulèvement de travailleurs, et ils ont utilisé l'État, entre autres moyens, pour combattre les grévistes. On retrouve la citation de Bakounine selon qui « l'État est l'autorité, la domination et la force organisées par les classes possédantes et soi-disant éclairées contre les masses » : le rôle de l'État est donc de protéger et de maintenir par la force les privilèges de la classe dirigeante. Il n'est pas une entité neutre ni un partenaire dans la négociation intervenant simplement pour aider les ouvriers agricoles, comme l'espèrent les dirigeants du Cosatu et du Bawusa, mais bien un ennemi des grévistes. Sa force sera utilisée pour abattre les travailleurs et pour protéger les intérêts des propriétaires terriens. C'est pourquoi la satisfaction des revendications des travailleurs ne peut être



Les ouvriers agricoles, noirs pour la plupart, sont considérés et traités comme des sous-hommes par les propriétaires et gérants des exploitations agricoles.

gagnée que dans le cadre d'une lutte contre l'État, et non dans celui d'un dialogue social.

Vers le pouvoir aux travailleurs

Malgré les défis internes et externes qu'ils ont dû relever, la grève des ouvriers agricoles a été à la fois historique et souvent héroïque. Une des franges les plus misérables de la société s'est finalement soulevée et s'est battue pour la justice et de meilleurs salaires. Le mouvement a également mis en lumière les conditions de vie scandaleuses en milieu rural, et a probablement changé à jamais la façon de voir des ouvriers agricoles. De la sorte, ces grèves dans les fermes et les villes rurales fournissent une grande occasion de

commencer à construire un mouvement des travailleurs actif dans les zones rurales. Il y a un évident besoin massif de structures, notamment syndicales, combattives, non seulement pour obtenir des réformes, mais aussi dans une perspective révolutionnaire.

Peut-être la tâche immédiate des militants et des organisations qui prônent le pouvoir et le contrôle des travailleurs est-elle de consacrer leur énergie à contribuer à la création et à la vie de comités de grève et de travailleurs, basés sur la démocratie directe, dans les fermes et les townships ruraux. Ceux-ci, s'ils se généralisent et se consolident, devraient rendre les travailleurs capables de gérer leurs luttes par eux-mêmes. Ces grèves en ont constitué le départ et c'est là-dessus qu'il faut construire. Même si le mouvement actuel ne redémarre pas, les luttes futures sont devant nous et il est important que des structures démocratiques, directement contrôlées par les travailleurs, soient là pour les mener. Il faut donc considérer cet enjeu aussi sur le long terme.

Cette grève est également l'occasion pour les syndicats combattifs, comme le Csaawu, de recruter. Un problème rencontré dans le passé par ces syndicats était la difficulté de syndicaliser dans les fermes du fait de l'intimidation ambiante, voire de l'impossibilité de s'y introduire. Le climat de la grève peut avoir changé la donne dans certaines zones. Du coup, les syndicats comme le Csaawu pourraient aussi développer une stratégie de développement d'abord dans les townships, puis de s'en servir comme tremplin pour recruter parmi les travailleurs qui vivent dans les fermes. Pour la suite des luttes, des syndicats forts, combattifs et contrôlés par les travailleurs seront une nécessité vitale.

Il est également important que se développe à l'intérieur des syndicats et des comités une contre-culture révolutionnaire basée sur une fierté de classe. Elle protégerait les gens en lutte contre tous les opportunistes susceptibles d'utiliser le mouvement à leurs propres fins. En parallèle, il faut bâtir une éducation populaire radicale et révolutionnaire.

Ce qui est également important est que, dans le processus de construction d'un mouvement contrôlé par les travailleurs, des gens comme les dirigeants du Bawusa et du Cosatu auraient à s'engager dans une bataille politique. Leur idéologie de collaboration avec l'État comme s'il s'agissait d'un allié ou d'une entité neutre, serait contrée efficacement, de même que leur pratique de passer par-dessus les décisions prises en démocratie directe. On peut espérer que les travailleurs ont eux-mêmes tiré leurs propres conclusions sur la nécessité de garder le contrôle de leur luttes et de ne pas s'en remettre à des personnalités médiatiques. Ce mouvement a ouvert une brèche, et il faudrait qu'elle soit agrandie non par les dirigeants du Cosatu et du Bawusa, mais bien par la prise de pouvoir des travailleurs.

S. H.

Au nom du père

Histoire et filiation

AVOONS QU'IL N'EST PAS BANAL d'appeler son fils César quand on s'appelle Horace, surtout quand on sait que cet Horacio se prénommaient en réalité Acracio – c'est-à-dire « fils de l'Anarchie » – avant qu'un agent de l'état civil de Bilbao rétif à cette extravagance ne décidât de modifier son identité ! Aux dires de son fils, Horacio, qui n'apprit cette décision que treize ans après sa naissance, en fut fort contrarié. Avec le temps, cependant, elle finit par lui convenir : Horacio, finalement, ça sonnait bien, ça posait son homme. Un homme étrange et complexe, dont César M. Lorenzo s'attache à nous livrer un portrait intéressant et instructif¹.

Un homme de l'ombre

La tâche était difficile, pour ne pas dire impossible. On écrit toujours mal sur son propre père, ou à côté. Dans le cas présent, elle l'était d'autant plus que César M. Lorenzo n'est pas seulement le fils d'Horacio Prieto (1902-1985), mais aussi le seul héritier politique connu et identifié de ses thèses². Le risque, c'était de se livrer, une fois encore, à un panégyrique plus ou moins adroit de celui qui fut secrétaire de la CNT d'Espagne de septembre à novembre 1936 et qui, à ce titre, contribua largement, au nom des circonstances, à sa reconversion politique. Nous ne dirons pas que César M. Lorenzo a évité tout à fait le

piège, mais certainement qu'il en a desserré les mâchoires en s'attachant, ce qui fait le grand intérêt de son livre, à démontrer en quoi le profil psychologique de son personnage de père constitua sans doute, eu égard à ses aspirations militantes, son principal handicap. Et c'est vrai que cet atrabilaire s'entendit à merveille pour décourager à l'avance toute adhésion réellement conséquente à son positionnement « possibiliste libertaire ».

César M. Lorenzo a raison de s'étonner du manque de curiosité que manifeste une historiographie pourtant conséquente sur la CNT pour ce personnage à bien des égards énigmatique, mais central, de l'épopée anarcho-syndicaliste espagnole des années 1930. Quand il apparaît, c'est rarement au premier plan, mais plutôt comme un homme de l'ombre ou une éminence grise – ce qu'il fut sans doute même s'il ne fut pas que cela. Car ses prises de position publiques contre la manie « insurrectionnaliste » de certains activistes de son temps ou encore ses appels, souvent prophétiques, à s'organiser militairement dans la perspective d'un coup d'État à venir considéré par lui comme certain en font indiscutablement, avec Valeriano Orobón Fernández et Juan García Oliver, l'un des rares stratèges authentiques de son époque. De même, son rôle fut essentiel dans l'organisation du congrès de Saragosse de mai 1936. Et, plus encore, quelques mois plus tard, à l'heure des brasiers, lorsque la rationalité « socialiste libertaire » qu'il prônait depuis longtemps s'imposa unanimement aux instances dirigeantes d'une CNT-FAI soucieuse de ne pas pousser plus loin le bouchon révolutionnaire et désireuse de se ranger dans le camp de l'antifascisme « responsable ».

Un « amputé du sentiment »

Sur tous ces aspects, César M. Lorenzo s'attache à revaloriser le parcours politique de son père. Il le fait à sa manière, énergique et parfois fort condescendant vis-à-vis de ses adversaires – qu'il n'était pas forcément utile de disqualifier à la « Prieto », c'est-à-dire sans nuances. Cela dit, la figure du père n'est pas non plus épargnée par le fils. Elle émerge, page après page, fouillée, portée par un souci constant d'en percer les failles et les secrets, jusqu'à dessiner la silhouette quelque peu pathétique d'un personnage caractériel en diable et étrangement porté à la défaite. Car, plus que de savoir si, dans tel ou tel cas, Horacio Prieto avait politiquement raison, ce dont son

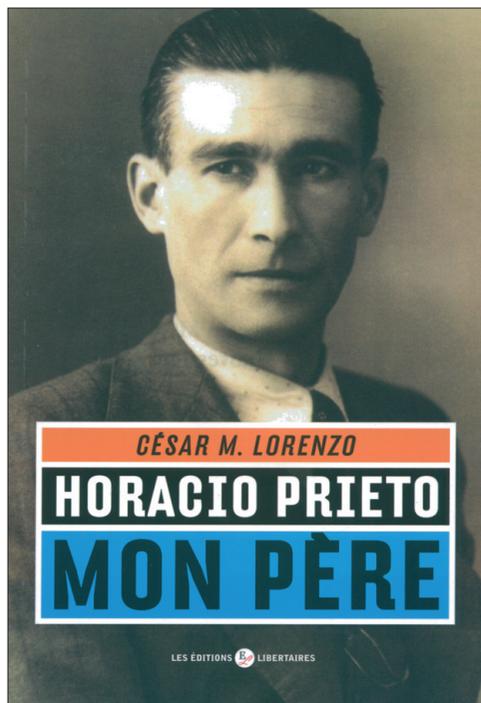
biographe ne doute pas, ce qui l'intrigue pourrait s'énoncer ainsi : pourquoi un militant doté de prédispositions aussi évidentes que les siennes fut-il, à ce point, incapable de convaincre ses pairs autrement que par défaut et sans jamais déclencher de mouvements d'adhésion à sa personne ? Là réside, sans doute, le drame intime de celui que García Oliver qualifia de « neurasthénique », et qui fut plutôt un amputé du sentiment, un être aussi incapable de partager que de recevoir.

Un père énigmatique

Avec le temps, celui de la défaite de 1939 et des illusions renaissantes de 1945, Horacio Prieto va devenir, sinon le « cénétiste maudit » que nous décrit son biographe, du moins un marginal de son propre camp, un hors-cadre s'agitant en solitaire autour d'un projet de « rénovation » politique structurelle du mouvement libertaire. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ses thèses en faveur d'un « socialisme libertaire » révisé n'eurent aucun succès. Le reste de l'histoire tient d'une descente aux enfers, celle d'un homme que rien d'autre ne structure désormais que la certitude d'avoir raison contre le monde entier et qui décide de s'emmurer dans ses haines recuites. Contre tous, y compris contre ses plus proches.

« Par chance ou pour mon malheur », écrit César M. Lorenzo, « j'étais le fils d'un être à part. Il ne ressemblait en rien à personne ; c'était un "cas", et combien difficile à vivre ! » Cet homme, ce père, qu'il avoue ne pas avoir aimé, reste une énigme pour César. C'est ce qu'on retient de ce livre courageux, sincère et douloureux qu'il faut lire comme une exploration intime de cette difficile filiation que seule la revendication politique du père sauve du naufrage.

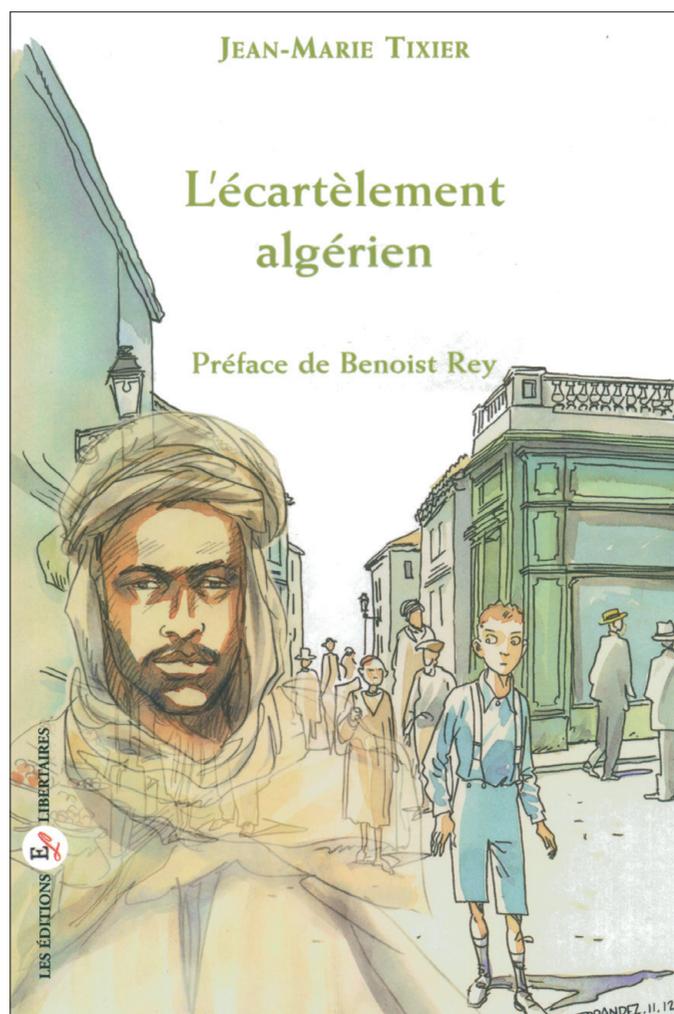
Freddy Gomez



1. César L. Lorenzo, *Horacio Prieto, mon père*, Saint-Georges d'Oléron, Les Éditions libertaires, 2012, 264 p. avec un « cahier iconographique » de 32 p.

2. Comme le prouve la lecture de sa somme – majestueuse, mais discutable – parue, en 1969, sous le titre *Les Anarchistes et le pouvoir* (Le Seuil) et rééditée, dans une version très augmentée et remaniée, en 2006, sous une nouvelle appellation : *Le Mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale* (Les Éditions libertaires).

Pied-noir comme Camus



C'EST UNE HISTOIRE que nous sommes nombreux à partager. L'histoire des habitants de l'Algérie coloniale, celle des Espagnols, des Français fuyant leur misère vers cette nouvelle terre, y trouvant une autre misère, poussant des charrettes, pratiquant de petits métiers pour vivre chichement, loin des grands propriétaires qui ne sont pas légion. C'est l'histoire de la rencontre difficile entre les Européens, les Arabes – d'autres colonisateurs mais plus tôt venus –, les Juifs, les Berbères enfin qui virent passer toutes les invasions. Une rencontre tissée de racisme ordinaire et de violence terrifiante.

Jean-Marie Tixier raconte sa famille, son enfance dans les faubourgs d'Oran, le père instituteur sévère de l'école indigène qui, malgré l'hostilité de certains Blancs, est persuadé que l'éducation est l'une des clés du bien vivre ensemble. À travers des fragments mémoriels comme il les nomme, avec des touches sensibles, des touches de peintre, Jean-Marie fait le portrait de cette Algérie méconnue peuplée d'êtres qui ne furent pas toujours d'ignobles profiteurs de la population, esclavagistes modernes avant de devenir les assassins que l'on sait. Et le portrait est réussi, on y sent les parfums orientaux, on croit y attendre la musique d'El Gusto.

Parfois, au sortir d'un cinéma, Jean-Marie croise l'horreur de la guerre et puis oublie, il n'est encore qu'un enfant. Son père échappe par chance aux exécutions de l'OAS. La mort

est partout et la mémoire de Jean-Marie n'est pas sélective, elle n'oublie ni les horreurs de la colonisation ni les crimes de guerre, elle n'oublie ni le massacre de centaines de Français le 5 juillet à Oran ni les 200 000 pieds-noirs pieds-rouges qui choisirent de rester en Algérie alors que la situation était des plus inconfortables ni même l'incurie du FLN. C'est que la réalité est complexe et que le peuplement européen de l'Algérie s'est fait dans le sillage d'une conquête, il s'agit donc d'une occupation des sols, une occupation coupable, ce qu'il nomme l'illégitimité ontologique de la colonisation.

Jean-Marie reviendra enseigner en 1977 à Sciences-Po Alger où il goûte à l'hospitalité algérienne. Il nous livre le portrait moderne d'une Algérie des années 1980 et 1990. Il nous parle du chaâbi, la musique folk d'Alger, de cette langue qui traîne dans les lieux dévoués à la musique franco-arabe. Du multiculturalisme que le régime n'a cessé de réprouver. Il parle des montagnes devenues aujourd'hui lieux interdits car occupées par les islamistes radicaux. Les fous de Dieu... Dans une analyse particulièrement fine, il montre l'absence de projet sociétal collectif du grand projet commun en Algérie. Il évoque les massacres des années 1995-1998, Benthalha, Relizane, Médéa, Chebli, Raïs, Sidi Youcef... L'été rouge de 1997. On a refusé au peuple algérien son histoire, celle des minorités, celle du colonialisme, celle de la guerre civile et du

parti unique, à la place une vérité et celle-ci est coranique.

Il y a chez Jean-Marie une recherche de ce que Montaigne nomme « la voie du milieu », et qui n'est certainement pas une absence de point de vue. C'est à travers le cinéma algérien des dernières années, en particulier celui de Merzak Allouache qu'il discerne l'expression d'une nouvelle vitalité loin du sauve-qui-peut individuel, de la misère, du machisme, de la saleté, de la dégradation générale de l'espace public qui font le quotidien algérien, il trouve les armes d'un combat pour un multiculturalisme occulté. Une fois de plus, il s'agit de briser ce que l'écrivain Boualem Sansal nomme « le serment des barbares », pour parvenir à une réintégration de toutes les dimensions de son histoire dans l'Algérie d'aujourd'hui.

Un livre aussi essentiel que beau.

Thierry Guilabert

Jean-Marie Tixier, *L'Écartèlement algérien*, préface de Benoist Rey, Éditions libertaires, en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011, Paris. Prix 15 euros, rajouter 10 % pour le port, chèque à l'ordre de Publico.

Cipriano Mera

Souci de la vérité historique ou œillères idéologiques ?

L'ADMIRABLE MICHEL DE MONTAIGNE, dont on ne dira jamais assez la finesse de pensée, avançait il y a déjà fort longtemps une idée que Pascal lui reprit lorsqu'il affirma que « vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà ». Il y a cependant des vérités qui le demeurent de part et d'autre des frontières et il faut bien de mauvaise foi ou d'aveuglement idéologique pour les nier. Dans son édition de janvier, *Le Monde diplomatique* publiait un texte de F. Malverde où il était question de la « trahison » dont se serait rendu coupable Cipriano Mera en remettant Madrid aux mains du général Franco.

Le moins que l'on puisse dire est que F. Malverde prend certaines libertés par rapport au respect des faits historiques car le fait même de parler de la trahison de Cipriano Mera renvoie très directement au registre des jugements de valeur et à une rhétorique de la disqualification que l'on trouve habituellement dans l'historiographie d'orientation stalinienne ou simplement « philo-PC » dès qu'il s'agit de parler de Mera.

Voyons donc quels sont les faits historiques qu'il faut déformer ou passer sous silence pour justifier la politique stalinienne pendant la guerre d'Espagne et calomnier Cipriano Mera, comme le fait Malverde.

Au début de 1939, l'issue de la guerre ne fait de doute pour personne. La Catalogne est tombée aux mains des troupes franquistes en Janvier et Madrid se trouve assiégé. En février le général Vicente Rojo, le chef de l'état-major de l'armée républicaine qui est passé en France après la chute de Barcelone, refuse de rentrer en Espagne. Le 27 février, les gouvernements français et anglais reconnaissent officiellement le gouvernement de Franco. Ce même jour, le président de la République (Manuel Azaña) démissionne et n'est pas remplacé, le chef du gouvernement, le D^r Juan Negrín, parti lui aussi en France, rentre en Espagne et publie le 2 mars un décret qui promeut un certain nombre de chefs militaires d'obédience communiste : ainsi, par exemple, Enrique Lister est promu au grade de Colonel, Juan Modesto est élevé au grade de général. L'emprise du Parti communiste sur ce qu'il reste de l'armée républicaine s'amplifie considérablement.

Dans ces conditions, deux camps se dessinent, d'une part, ceux qui veulent prolonger une guerre dont ils savent pertinemment



que la fin est pourtant inévitable et toute proche (le PC) et, d'autre part, ceux qui veulent y mettre fin au plus tôt (tous les autres secteurs, les socialistes, l'UGT, le mouvement libertaire, etc.).

Le 5 mars, le colonel Casado communique à Negrín qu'il ne le reconnaît plus comme chef du gouvernement et il nomme un Conseil national de défense qui regroupe tous ceux qui sont partisans de trouver au plus tôt une issue à la guerre. Negrín lui propose une rencontre pour formaliser la passation de pouvoir mais Casado refuse et, dès le lendemain, Negrín s'enfuit d'Espagne par avion. L'armée républicaine compte avec quatre corps d'armée dans la zone qui entoure Madrid, trois sont commandés par des officiers du PC, un est sous les ordres de Mera. Immédiatement, les trois corps d'armée communistes se lancent contre les forces de Casado mais la division commandée par Mera leur fait face et, après quelques jours de lutte, les combats s'achèvent le 10 mars par la victoire des forces dirigées par Mera. Résultat, le PC n'a pas réussi à prendre le pouvoir politique à Madrid, le 28 mars Madrid rend les armes et la guerre s'achève.

Que devait faire Mera ? Se ranger sous les ordres du PC ? Il est qualifié de traître pour ne pas l'avoir fait, et avoir appuyé l'option prise par l'ensemble des forces de gauches, à l'exception du PC. Curieusement, ceux qui voulaient continuer la guerre à tout prix n'attendent même pas la fin des combats de Madrid entre les forces aux ordres du PC et celles de Mera pour s'enfuir d'Espagne : la Pasionaria quitte l'Espagne le 6 mars quelques heures avant que ne le fasse Negrín, le fameux lieutenant-colonel Lister quitte l'Espagne le 8 mars en compagnie d'autres dirigeants communistes.

La question qui demeure est de savoir pourquoi les dirigeants communistes voulaient prolonger la guerre de quelques semaines et prendre le pouvoir politique à Madrid. Une réponse plausible est qu'ils voulaient être en position d'être les négociateurs de la terminaison de la guerre en essayant d'obtenir des contreparties favorables aux intérêts de l'URSS... Qu'un simple maçon, devenu chef militaire pendant une courte période de sa vie, les en ait empêchés explique peut-être leur hargne contre lui...

Tomás Ibañez

Communiqué

M. Harlem Désir, un peu d'histoire

IGNORANCE DE L'HISTOIRE ou déni de l'histoire, les propos de Harlem Désir, le 21 janvier 2013, dans *Mots croisés*, sur France 2, à propos de l'accueil réservé aux réfugiés espagnols en 1939, sont inacceptables. Comment oser dire que ces Espagnols étaient fiers de la solidarité de la France ?

Comparant la gratitude qui serait celle de Maliens de 2013 envers la France à une présumée gratitude des Espagnols républicains de 1939 à l'adresse du même pays qui aurait été accueillant pour eux, Harlem Désir a tenu ces propos : « Juste avant cette émission, j'étais à Montreuil où nous organisons une réunion de solidarité avec le peuple malien et j'ai vu des hommes et des femmes, beaucoup de Maliens de France, qui étaient à la fois inquiets, pour leur pays, comme ont pu l'être des réfugiés, vous savez, des Espagnols ou autres qui ont été accueillis en France au moment où leur pays traversait des drames et des guerres, et qui en même temps étaient fiers de la solidarité de la France, qui étaient soulagés, qui étaient reconnaissants. »

Or, même si en 1936 et 1937, il y eut une petite solidarité envers les Républicains espagnols en guerre civile, celle-ci a vite été

interrompue par le gouvernement de gauche.

La Fédération anarchiste tient à rappeler que, parmi les 500 000 réfugiés espagnols fuyant le franquisme, après avoir, pour nombre d'entre eux, mené un âpre combat contre les forces franquistes, mais aussi contre ses alliés nazis et les supplétifs de Salazar, au moins 330 000 se sont retrouvés dans des camps de concentration (appellation officielle).

La solidarité n'était pas de mise, sauf chez certains militants de gauche, des anarchistes et quelques entités caritatives. En métropole et au Sahara colonisé, le gouvernement recevait ces Espagnols antifascistes, sans l'avoir anticipé – alors que les événements présageaient une arrivée massive – dans les camps de la honte du sud du pays. Plus de 17 000 personnes y périrent, ne parvenant pas à lutter contre le vent froid, la pluie, l'insalubrité, le manque d'eau potable, l'insuffisance des équipements sanitaires, la typhoïde, la tuberculose, le paludisme, le désespoir. Au Sahara, les conditions de vie étaient encore pires et certains y croupirent jusqu'en 1942. Rappelons aussi que les révoltes étaient

punies d'emprisonnement dans des espaces disciplinaires et que les punitions brutales pouvaient semer la mort.

Là, il est question de l'attitude du gouvernement républicain jusqu'en 1940. Quant à celui de Vichy, il a livré des Espagnols au régime franquiste et aux nazis qui les ont déportés dans les camps d'extermination.

Pour rendre la monnaie de la pièce de la solidarité à la France, nombre d'Espagnols exilés, dont de nombreux anarchistes, se sont battus contre l'occupation nazie, rejoignant la Résistance ou les Forces libres : les hommes de la 2^e division blindée de Leclerc, commandée par le capitaine Raymond Dronne, la Nueve, qui, comme son nom l'indique, était composée en majorité d'Espagnols, ont été les premiers à rentrer dans Paris, le 24 août 1944, au soir.

Aussi, M. Harlem Désir, la Fédération anarchiste vous invite à revisiter votre histoire de France, l'histoire de ces républiques et celle du comportement de ses représentants.

*Secrétariat aux Relations extérieures
de la Fédération anarchiste*



Un problème technique ne nous permet pas cette semaine encore de vous communiquer le programme de la radio sans dieu, sans maître, ni publicité. La rédaction.

Une nouvelle émission sur Radio libertaire

Ni dieu ni maître-queux (2^e saison)

LE 20 JANVIER aurait dû voir la renaissance de l'émission anarcho-culinaire sur Radio libertaire, mais la météo neigeuse en a décidé autrement ! Ce n'est que partie remise et cette nouvelle aventure commencera le 24 février et se renouvellera chaque 4^e dimanche du mois, de 10h30 à midi.

Au menu.

En entrée : présentation d'une expression de la langue française liée aux produits et préparatifs culinaires par Éric.

En plat principal : un invité chaque fois que possible (étudiants sur le sujet, restaurateurs, producteurs, participants d'une Amap, coopératives comme La Conquête du pain ou Andines, auteurs de livres comme Kathy Ithak).

Entre la poire et le fromage : les relations entre l'alimentation et la religion : interdits alimentaires, hosties et compagnie, comme clin d'œil aux émissions anticléricales qui ont eu lieu à cet horaire (Élisabeth), entre l'alimentation et les lois (champignons et herbes à fumer, alcool et alcoolisme).

En dessert : une lecture d'une rubrique du *Dictionnaire érotique des fruits et légumes* (François).

Et à boire, bien sûr ! (En guest star : Mohammed.)

La première émission aura comme invités Éric Zolla, Julie Coppé et François Hamon pour leur livre *La Saveur des mots*.

Les animateurs et animatrice ont plusieurs projets.

Sur une idée d'Éric, un livre dont le titre provisoire est *Les Fruits de la révolte* reprendrait des expressions comme la grenade, la république bananière, les nègres marrons, presser le citron, les raisins de la colère, la châtaigne et sa farine, l'absinthe et, bien sûr, le temps des cerises !

Un blog qui présenterait l'émission, les sujets traités, la liste des morceaux de musique.

En fin de saison, pourquoi pas un banquet avec les animateurs, auditeurs en soutien à Radio libertaire ?

Le drapeau noir va flotter sur les marmites !

Éric, François et Élisabeth

Du samedi 23 février au lundi 11 mars

Le groupe Gaston-Couté organise une expo consacrée à Saint-Imier 2012. Le lundi 11 mars coïncidera avec la « tournée fédérale » qui passera donc à Orléans. Le lieu est le Chiendent, lieu autogéré (et apolitique !) auquel participe notre groupe. Le samedi 23 février, date du vernissage, nous proposerons un visionnage du film réalisé par le groupe de Saint-Ouen, suivi d'un débat.

Du mardi 26 février au samedi 2 mars

Pau (64)

Les Journées libertaires de Pau

Toutes les informations disponibles sur le site : journeslibertairespau.blogspot.fr/

Jeudi 7 février

Merlieux (02)

18h30. Rencontre-débat avec Christian Roux, auteur en 2012 de *L'Homme à la bombe* (Rivages/Noir) et *La Cabane au fond du chantier* (Syros). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Strasbourg (67)

19h30. Face à la crise, qu'allons-nous faire ? Réunion publique avec Alain Bihl, Paula, militante contre les expulsions, Bakoly du Collectif des chômeurs. Maison des syndicats, 1, rue Sédillot.

Vendredi 8 février

Vannes (56)

20h30. Soirée cinémanar par le groupe libertaire Lochu et la Fédération anarchiste : projection-débat de *Les Escadrons de la mort, l'école française*, un documentaire de Marie-Monique Robin (*Le Monde selon Monsanto, Notre poison quotidien*). Fruit d'une enquête de deux ans, ce film révèle l'implication

directe de militaires français dans les guerres sales d'Amérique du Sud. Palais des arts. Entrée gratuite.

recherche au CNRS. Espace Galatée, rue du Commandant Charcot.

Paris XI^e

Les soirées vidéo de la librairie du Monde libertaire. *La Classe ouvrière va au paradis* d'Elio Petri (1971). Lulu et l'usine métallurgique dans laquelle il bosse. La projection sera suivie d'une discussion. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M^o Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République.

Asnières (92)

20 heures. OGM, tous cobayes. Conférence de Jacques Testart suivie d'un débat. 16, place de l'Hôtel-de-Ville.

Samedi 9 février

Saint-Génies-de-Malgoirès (30)

10 heures. Réunion du collectif anti-gaz de schiste Gardonnenque et Petite Camargue. À la mairie.

Paris V^e

20 heures. *Cong Binh, la longue nuit indochinoise*. Projection-débat avec le réalisateur Lam Lê et plusieurs associations. Cinéma La Clé, 34, rue Daubenton.

Paris XVIII^e

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures au 10, rue Robert-Planquette. Bientôt, un samedi par mois, une rencontre avec un écrivain, un artiste ou un militant anarchiste sera organisée. Consultez le site de la bibliothèque : bibliotheque-larue.over-blog.com

Lundi 11 février

Carcassonne (11)

21 heures. *Le Grand Retournement*, projection-débat avec Gérard Mordillat, réalisateur, romancier. Le Colisée, 10, boulevard Omer-Saraut.

Mardi 12 février

Guichen (35)

20h30. La souffrance au travail, avec Danièle Linhart, directrice de

Saint-Denis (93)

19 heures. Cycle « Crimes et massacres coloniaux ». Cameroun : assassinat de Ruben Um Nyobè. Avec Augusta Epanay, syndicaliste et conseillère municipale. Bourse du travail, rue Bobby-Sand. M^o Porte-de-Paris.

Jeudi 14 février

Nîmes

19 heures. Le groupe Gard-Vaucluse vous invite à la rencontre publique autour de *La Commune libre de Saint-Martin, une expérience de démocratie directe* avec l'auteur J.F. Aupetitgendre. Centre culturel Pablo-Néruda, salle 2, 2^e étage.

Vendredi 15 février

Paris XVIII^e

19 heures. Le groupe Louise-Michel vous invite à une conférence débat animée par le D^r Muriel Salmona. Détails en quatrième de couverture de ce présent numéro.

Samedi 16 février

Montpellier (34)

20h30. Tant qu'il y aura de l'argent... y'en aura pas pour tout le monde ! Soirée débat autour de Léon de Mattis, auteur du livre *Crises*. Centre Ascaso-Durruti, 6, rue Henri-René.

Paris XVIII^e

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures au 10, rue Robert-Planquette. Consultez le site de la bibliothèque bibliotheque-larue.over-blog.com/

Conférence-débat

Vendredi 15 février à 19 heures

**Ravages physiques et psychologiques subis par
les victimes de violences et de viols**

avec le Dr Muriel Salmona

médecin-coordonateur de l'institut de victimologie du 92 et
présidente de l'association Mémoire traumatique et victimologie



Organisé par le groupe Louise-Michel
à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette
Paris XVIII^e - M^o Blanche ou Abbesses
entrée libre et gratuite